

Le quotidien du peuple

Organe central du PARTI COMMUNISTE REVOLUTIONNAIRE marxiste-léniniste

SAM.2, DIM.3, LUN.4 JUIN 1979 - N°928

Commission paritaire N° 56 942 Tél. 636.73.76.

2,00 F.

COMBATTRE LA LOI SCELERATE DE BONNET

Chaque travailleur immigré est désormais sous la menace permanente de l'expulsion

L'arbitraire répressif érigé en loi

A peine quelques heures après le vote par l'Assemblée Nationale de la loi scélérate contre les travailleurs immigrés, des policiers expulsaient douze résidents dans des foyers Sonacotra de Nanterre. On pourrait dire : ils n'ont pas attendu le vote de cette loi pour s'attaquer féroce-ment, et à l'intérieur même de ces foyers, aux travailleurs immigrés en lutte. Oui, mais, ce qui se passe aujourd'hui est d'une extrême gravité. Le pouvoir se donne, par cette loi, des moyens juridiques pour disposer de la personne de chaque immigré selon son bon vouloir, d'expulser à tout moment n'importe quel travailleur immigré. Désormais, chaque travailleur immigré est sous la menace permanente de l'expulsion. Parmi les nouvelles dispositions de la loi, des notions très inquiétantes ont fait leur apparition. Ainsi, un étranger pourra être expulsé «si sa présence constitue une menace pour l'ordre et le crédit public». Le travailleur immigré qui lutte contre les conditions scandaleuses de logement dans les foyers constitue-t-il une menace pour l'ordre public ? et celui qui fait la grève ? et celui qui manifeste ?

Le pouvoir disposait déjà d'un arsenal répressif important. Par ailleurs, il ne se gêne pas pour multiplier les contrôles, les fichages, les perquisitions, les expulsions de travailleurs immigrés sans même tenir compte de ses propres lois. Chacun se souvient de la très brutale expulsion des seize délégués des foyers du mois d'avril 1976, pour ne prendre que cet exemple. Alors pourquoi cette loi ? pourquoi maintenant ? étant entendu qu'en matière de répression, le pouvoir giscardien ne fait évidemment rien au hasard.

Il se trouve que depuis un certain nombre de mois, de nombreux secteurs de la classe ouvrière de France résistent de plus en plus fermement à la politique de chômage et de misère de la bourgeoisie. C'est tout particulièrement le cas dans la sidérurgie : Fos, Longwy, Dunkerque, Denain, Sollac... C'est aussi le cas dans d'autres branches : l'automobile, les arsenaux, le téléphone et bien d'autres encore. Nombreux sont les travailleurs qui aujourd'hui disent non ! Non aux restructurations capitalistes ; non au chômage ; non au bas salaires ! et qui prennent les moyens de le dire haut et fort ; de manière à être entendus. Les travailleurs immigrés tiennent toute leur place dans cette situation. Partout ils sont aux côtés de leurs camarades français dans la lutte. Ils poursuivent également avec détermination la lutte qu'ils ont engagée voici plus de quatre années dans les foyers sous la forme de grève des loyers.

En face, c'est le refus, l'arrogance, la volonté délibérée de faire supporter tout le poids de la crise aux travailleurs. Cette politique de l'intransigeance s'accompagne d'une féroce répression : les tribunaux distribuent les mois de prisons à tour de bras ; le droit de manifestation est attaqué ; tous les jours au quatre coin du pays, les CRS agressent les travailleurs qui luttent ; les libertés démocratiques les plus élémentaires sont remises en cause. Nous avons à faire à une offensive généralisée de répression pour empêcher les luttes de se développer, pour casser celles qui existent.

C'est dans ce contexte qu'intervient le vote de la loi dite «loi Bonnet», du nom de Monsieur le ministre de la Police. Cette loi est une attaque frontale extrêmement grave contre la classe ouvrière. Elle vise à diviser les travailleurs en s'attaquant de manière spécifique à la partie immigrée de la classe ouvrière. Le pouvoir veut faire peser la menace de manière permanente sur les travailleurs immigrés, pour tenter de limiter leur participation à la lutte, pour se débarrasser des «gêneurs». C'est pour toutes ces raisons qu'il faut la dénoncer, la combattre ; par tous les moyens.

L'expérience montre qu'il est possible de faire reculer le pouvoir giscardien, y compris sur le terrain de la répression. C'est la mobilisation massive et déterminée des travailleurs et de la population de Longwy qui a arraché la libération des cinq inculpés. C'est ce que les travailleurs immigrés ont bien compris en ripostant dès mercredi soir à l'agression policière de Nanterre.

Gérard PRIVAT



Les résidents des foyers Sonacotra de Nanterre manifestaient jeudi matin contre les expulsions dans leurs foyers

Lire en page 3

SAVIEM-CAEN : UNE SEMAINE DE GREVE

La direction veut licencier
9 grévistes dont 6 délégués

Depuis le 29 mai, l'usine de la Saviem à Blainville est complètement bloquée par les piquets de grève, mais elle n'est pas occupée. Aucun camion ne sort. Le mouvement est dirigé par un noyau combatif de plus de 500 ouvriers. Les travailleurs sont offensifs, et face à leur combativité, la direction multiplie les menaces : envoi de lettres aux familles, en faisant le chantage à la fermeture ; jeudi, elle est allée plus loin : 9 travailleurs, dont 6 délégués CGT et CFDT, reçoivent leur lettre de licenciement. De plus, elle a tenté de faire sortir des camions de l'usine, à l'aide de porte-camions. Les ouvriers s'y sont opposés en dégonflant les pneus. La lutte continue, pour les 350 F, les 35 heures, la cinquième semaine, et contre la répression.

Notre dossier :
Aspects
de la crise italienne
Lire en pages 8 et 9

Cattenom :
une lutte de
longue haleine.
Rassemblement
ce week-end.
Lire page 11

Notre rubrique,
«Contraires au
sein du peuple» :
Après le 23^e
congrès du PCF
Lire en page 5

L'USINE

NOUVELLE

C'est une sorte de cri d'alarme que lance Jean Meilhaud dans l'hebdomadaire patronal. Attention ! La combativité des travailleurs trouve de multiples formes pour s'exprimer. Les patrons s'en inquiètent ; ils cherchent le moyen de contrer les luttes et voilà que les travailleurs inventent de nouvelles formes d'action !

Grévistes bloquant la production «payés» par les non-grévistes, radio pirate, multiplication des refus collectifs, grèves tournantes... L'esprit d'innovation des syndicalistes est fertile.

Il y a quelques semaines, la Compagnie générale de radiologie était le théâtre d'une grève conduite selon une méthode originale : seuls quelque 25 techniciens cessaient le travail, bloquant la production ; les autres membres du personnel, qui n'étaient pas officiellement grévistes, non seulement soutenaient le mouvement, mais encore acceptaient un prélèvement sur leurs salaires destiné à assurer ceux des grévistes. La grève était ainsi menée à moindres frais pour tous.

Sans doute a-t-elle été brève. L'entreprise ayant assoupli

sa politique salariale («pour des raisons indépendantes de la grève»), tient à souligner la direction), celle-ci devenait sans objet. Pourtant, en raison de sa forme insolite, elle n'a pas manqué de retenir l'attention des spécialistes des affaires sociales.

«Ce n'est pas tout à fait une nouveauté, commente un responsable de la chambre syndicale patronale. On a connu des cas semblables il y a quelques années. La formule est astucieuse et, à la limite, si l'opération est conduite avec discrétion, on peut imaginer qu'un patron verse aux non-grévistes des indemnités qui serviront à financer la grève ! Mais il est peu probable que de telles méthodes se généralisent, car elles supposent l'unanimité au sein du personnel. Or celle-ci est exceptionnelle».

Au contraire, en analysant les conflits récents, on constate une tendance à l'exacerbation des tensions entre grévistes et non-grévistes. Chez Mavilor, ces derniers ont rédigé et diffusé des tracts condamnant la grève. Dans la sidérurgie, la polémique entre la CGC et la CGT a pris, début mai, un tour très vif, la première accusant les responsables CGT de Fos et de Denain de «terrorisme syndical».

LES PME NE SONT PAS EPARGNEES

Dans les faits, les relations entre syndicats sont très variables d'une ville à l'autre, d'une entreprise à l'autre, parfois d'une unité à l'autre. Dans la sidérurgie, si la CGC a polémique avec la CGT à Denain et à Fos, elle s'est aussi associée à elle à Longwy. A ce sujet — il convient de le souligner — dans les syndicats patronaux, beaucoup d'observateurs estiment que des événements qui suscitent pourtant d'innombrables commentaires, comme le «re-centrage» de la CFDT et l'élection à la présidence de la CGC de Jean Menu — que l'on dit plus favorable que son prédécesseur à la concertation avec les syndicats ouvriers — s'ils ont une influence sur le déroulement des grandes négociations nationales, n'en ont pratiquement aucune sur le comportement des responsables syndicaux et des militants dans les entreprises.

Responsables et militants qui, actuellement, semblent soucieux de diversifier leurs modes d'action. La grève se sophistique. On assiste ainsi à la multiplication des refus collectifs d'accomplir une partie de l'horaire (le samedi matin ou la nuit, par exemple), et à des grèves perlées (ralentissement volontaire des cadences

sans cessation du travail). Mais, dans les deux cas, l'esprit d'innovation des syndicalistes se heurte à la législation et à la jurisprudence, qui restent rigoureuses dans leur définition de la grève. Se développent également les débrayages répétés, les grèves tournantes ainsi que des grèves-bouchon.

En outre, de plus en plus souvent, les grèves s'accompagnent d'initiatives diverses, parfois orchestrées par les syndicats, parfois condamnées par eux, qui vont des actes de violence caractérisés à des opérations destinées à retenir l'attention de l'opinion, en passant par des plaisanteries de potaches. Séquestration de cadres, occupation des locaux de syndicats patronaux, interruption de la circulation routière ou ferroviaire, crevaison des pneus de voitures de non-grévistes, incendie des stocks, dépôt de mobilier directorial sur la voie publique, lettres anonymes de menaces, soudage des portes des bureaux de la direction, installation de radios pirates..., toutes ces actions ont eu lieu à l'occasion de conflits récents. Leur énumération est éloquent ; elle témoigne parfois d'une créativité qui, mieux orientée, pourrait certainement contribuer à améliorer la compétitivité des entreprises...

Ce qui inquiète surtout les

directions, c'est bien entendu la montée des actes de violence. Aucune région n'est épargnée. Toutefois, l'Ouest semble faire figure de leader, tandis que la région parisienne est actuellement plutôt calme.

Autre motif de préoccupation pour le patronat : la naissance et le développement de conflits dans des petites et même dans de très petites entreprises. On pensait que la personnalisation des relations sociales les mettait à l'abri de tels incidents. Ce n'est pas le cas. Or, dans une petite entreprise qui connaît sa première grève, il n'est pas rare que le conflit donne lieu à des excès de part et d'autre : le personnel est sans tradition syndicale et ignore jusqu'où il peut aller ; quant au patron, lorsque survient l'inimaginable, il cède souvent à la colère ou au désespoir et pêche alors par manque de sang-froid.

Comportements parfois lourds de conséquences. Trois semaines de grève dans une unité de production ne compromettent pas l'avenir d'un grand groupe. Elles peuvent par contre être fatales à une petite entreprise.

Jean MEILHAUD

France nouvelle

Pierre Laroche profite des récents meetings communs de Berlinguer et Marchais pour tenter de dédouaner le PCF de son chauvinisme. De fait, l'énumération des points de convergence entre PCF et PCI fait assez nettement apparaître la similitude des projets de société, de même qu'elle fait apparaître la volonté commune d'un «nouvel ordre international» qui n'est pas sans rappeler les thèses défendues par Moscou.

On peut se demander si la bourgeoisie française, fière de son expérience politique et idéologique, de ses réalisations économiques et juridiques, n'a pas eu constamment tendance à traiter de haut une nation (italienne) dont la classe dirigeante a une expérience plus récente et n'a jamais réussi vraiment à assurer son hégémonie sur l'ensemble de la société, classe ouvrière comprise. Avec la montée du mouvement populaire dans nos deux pays, c'est devenu ce que Mme Saunier-Seïté lançait à Georges Cogniot le 26 mai 1977 : «Vincennes, c'est l'Italie, c'est ce que deviendrait la France entière si vous, les commu-

nistes, accédez au pouvoir», l'Université Paris-VIII étant prise ici comme parangon du désordre.

Rien d'étonnant alors que les rapports franco-italiens soient limités à des échanges commerciaux, mutilés par la recherche du profit maximal immédiat, et ne s'inscrivent pas dans une grande politique de coopération.

Rien d'étonnant non plus que les meetings de Marseille et de Turin n'aient pas réjoui nos adversaires. C'est que ces deux partis qu'on espérait opposer pour les affaiblir, pour amoindrir leur influence à la future Assemblée européenne en particulier, travaillent ensemble, dans la clarté, et proposent des objectifs ambitieux de coopération.

Ces objectifs sont tout à fait dans la ligne de ce que font ensemble nos deux partis depuis des années. La liste est déjà longue des initiatives communes prises par nos élus à l'Assemblée européenne, des actions communes menées dans divers domaines par les travailleurs italiens et français à l'appel des communistes italiens et français contre la politique des multinationales.

La constitution, il y a un an et demi, d'une commission mixte entre les deux partis, ayant pour mission «l'étude détaillée des possibilités et des besoins existants dans les divers domaines des relations entre la France et l'Italie», avec pour objectif de les voir portées à un niveau supérieur, permet de nouveaux pas en avant dans cette direction de la coopération entre les deux peuples ; des positions communes ont été élaborées sur les questions agricoles, les économistes des deux partis ont constaté, fin novembre 1977, que, dans tous les secteurs, existent des possibilités réelles pour développer une coopération industrielle bénéfique pour les deux pays, en particulier dans la chimie, la sidérurgie, le textile, la construction navale, la machine-outil.

Toutefois, il me semble que les récents congrès du PCI et du PCF, qui ont eu lieu récemment à très peu de temps l'un de l'autre, ont permis de donner une autre dimension à cette coopération, dans le sens qu'indiquait Georges Marchais devant le 23^e congrès du PCF : «Nous voulons une Europe d'intense coopération

entre pays européens, mais en même temps largement ouverte sur le monde».

Cette position commune se fonde sur la réflexion qui a été menée dans les deux partis au cours des dernières années et qui débouche sur la formulation par l'un et par l'autre de l'objectif d'un nouvel ordre économique et politique international.

Il s'agit donc de développer les rapports entre nos deux pays, de les élargir à des secteurs où ils sont nuls ou insuffisants : coopération technique et scientifique, culturelle, recherche. Il s'agit de diversifier les échanges commerciaux au sein de la CEE, afin de sortir d'une situation qui est toute à l'avantage de l'impérialisme de la RFA.

Il s'agit aussi de lutter ensemble au sein comme en dehors des institutions communautaires pour que l'Europe pratique une politique de coopération, ouverte sur le progrès, l'indépendance, la démocratie et la paix. En ce sens, quand les communistes français se déclarent prêts «à étudier et à discuter dans un esprit favorable» l'idée émise par les communistes italiens d'une

charte internationale de la paix et du développement, quand les communistes français et italiens décident d'étudier précisément la question de l'extension de la coopération «à d'autres pays qui n'appartiennent pas à la communauté et en particulier les pays en voie de développement», et quand ils affirment leur volonté de faire de l'élection du 10 juin «un moyen de la lutte pour une profonde transformation démocratique de la Communauté européenne», ce sont des volets différents d'une même politique qu'ils veulent mener en commun pour permettre la solution des grands problèmes de notre temps.

Ainsi, loin d'être les xénophobes repliés sur l'hexagone qu'on a tenté de dépeindre, les communistes français sont au contraire en France les seuls qui proposent non pas la dépendance comme moyen inavoué de maintenir la domination du capital, mais une perspective transformatrice dont la coopération internationale, fondée sur la souveraineté nationale, soit un axe stratégique.

Pour cela aussi, l'avenir commence aujourd'hui.

PCF - PCI : la coopération pour quoi faire ?

Foyers Sonacotra de Nanterre

Les expulsés dorment dans leur lit sous la protection des autres résidents

Nous rapportons dans nos éditions d'hier dans quelles conditions 12 résidents des foyers SONACOTRA de Nanterre avaient été expulsés par les flics mercredi en début de matinée.

Vers 9 h 30, les résidents au nombre de trois cents environ partaient en manifestation vers l'Hôtel de ville de Nanterre. Sur place, les manifestants se massent au pied de l'immeuble ultra moderne. Il pleut des cordes et la multitude de parapluies noirs sous lesquels les résidents s'abritent offre un spectacle impressionnant. On attend le retour de la délégation reçue par le maire. Celle-ci ressort au bout de plusieurs dizaines de minutes. Une brève prise de parole et l'on repart. Rue du 8 mai 45 nouveau rassemblement devant un pavillon aux formes géométriques. Sur le mur d'enceinte une plaque indique qu'il s'agit du consulat d'Algérie. Une délégation pénètre dans le bâtiment et donne bientôt le mot d'ordre à l'ensemble des manifestants d'entrer dans la cour. Pendant plus d'une heure des résidents qui n'ont pu pénétrer dans les deux bâtiments du consulat cherchent à s'abriter sous un maronnier. En quelques minutes tout le monde est trempé jusqu'à la moelle. Un résident interpelle le consulat tout entier : « C'est une honte on ne dirait pas qu'il y a des accords signés avec la France ! ». Au fur et à mesure que le temps passe, les petits groupes qui s'étaient formés pour discuter deviennent silencieux. Le temps paraît long. Le calme est quelque fois troublé par une secrétaire traversant furtivement la cour un dossier sous le bras. On aperçoit à une fenêtre un employé du Consulat faisant un des signes amicaux.

Quand la délégation ressort sans qu'il y ait aucune prise de parole, une rumeur parcourt l'assistance qui se dirige vers la sortie en déployant les banderoles. « Le consul dit qu'il ne peut rien faire ». Il ne faut pas trois minutes pour que tout le monde soit au courant. Un délégué raconte la mine renfrognée du consul quand il a constaté l'occupation de son consulat. Toutefois quand un coup de fil de la préfecture l'a interrogé sur sa volonté que soit envoyé des flics



Jeudi matin dans les rues de Nanterre

« il a répondu sèchement qu'il n'en avait pas besoin ». Ce refus de recourir aux flics français a été semblé-t-il sa seule attitude ferme. Pour le reste il s'est contenté de faire observer que l'intervention policière était l'aboutissement d'un procès légal et que par ailleurs des négociations globales avec le gouvernement français allaient bientôt avoir lieu au sujet de l'immigration algérienne.

SONACOTRA CÉDERA !

En se dirigeant vers le foyer, les résidents scandent les slogans de leur lutte. « SO-SO-SO SONACOTRA cédera, les résidents vaincront », « Non, non, non à la répression policière ! Flics et gérants racistes hors des foyers ».

Une fois au pied des deux immenses tours dans lesquelles s'entassent un millier de résidents rue des Sorbiers, plusieurs délégués se relaient au mégaphone. « Le maire a dit qu'il ne peut rien faire pour nous et que c'est à la préfecture de solutionner le problème. Cela montre qu'il faudra compter sur nos propres forces ». A côté de moi un résident commente « Comme toujours ! ».

Le compte rendu de la délégation chez le Consul

Jeudi matin les résidents poursuivaient la mobilisation qui avait duré toute la journée la veille, par une manifestation en direction de la municipalité (PCF) et du Consulat d'Algérie.

d'Algérie étant fait, en arabe cette fois, l'essentiel des résidents se dispersent pour le repas, l'après-midi étant déjà avancée.

La discussion s'engage avec un groupe de résidents. On discute de l'attitude de la municipalité (voir encart) des conditions dans lesquelles les flics sont intervenus la veille.

1 500 F DE SAISIE SUR SALAIRE CHAQUE MOIS

Un résident, déjà âgé, me montre sa feuille de paye. Il gagne 2 200 F par mois mais, condamné à une saisie sur salaires de 1 500 F, il ne touche que 700 F !

« Et en plus me dit-il, la colère dans la voix, quand les flics sont venus nous expulser, ils m'ont emporté toutes mes affaires, ma carte d'identité, mon carnet de caisse d'épargne... nourriture, objets personnels, tout a été mélangé ».

LES EXPULSÉS ONT DORMIS DANS LEUR LIT !

Si toutefois la bourgeoisie croit intimider les résidents par la répression elle se trompe. Le soir même de l'expulsion des résidents de la rue des Sorbiers, ceux-ci ont décidé de forcer les portes qui avaient été mises sous scellés de telle sorte que

BRISER L'ISOLEMENT

6 foyers passaient en jugement mardi dernier au tribunal de Bobigny. Les procès ont été reportés pour Saint-Denis Romain Rolland et Salvador Allende au 12 juin à 14 heures 6^e chambre. Pour les foyers de Sevrans, Tremblay, Aulnay le 26 juin même chambre et même heure.

Les résidents insistent sur la nécessité d'une présence massive de leurs camarades français. A l'évidence, les juges ne peuvent que profiter de l'isolement de ceux dont ils ont à prononcer l'expulsion.

les résidents ont pu dormir dans leur lit. « Il est possible qu'ils reviennent : nous les attendons. Sur tout qu'à partir du 1^{er} juin une des deux tours qui compose le foyer « la 6 » doit être fermée ». Ceux qui ne payent pas le loyer seront mis dans la rue, les autres relogés dans la tour 4, voisine a dit la Sonacotra. Tout au moins c'est ce qu'essaiera de faire la préfecture.

François MARCHADIER

«Ce n'est pas sa grève»

Au pied des deux tours la discussion s'engage sur l'attitude de la mairie. Comme je demande si l'attitude de la municipalité PCF de Nanterre les a surpris un résident me répond : « Non moi je m'y attendais je me disais bien que s'ils ne faisaient rien depuis le début de notre lutte ce n'est pas maintenant qu'ils allaient commencer ».

Un autre intervient « Moi je pensais qu'ils allaient faire quelque chose mais nous avons vite compris. Ce n'est

pas sa grève, alors le maire ne veut rien faire. D'ailleurs ajoute-t-il, il l'a dit à la délégation : « Vous ne nous avez pas écouté la première fois que nous sommes venus au foyer ».

Un troisième résident intervient il a d'ailleurs dit je vais bientôt revenir au foyer, on lui a répondu : « C'est vraiment pas la peine ! ».

5 foyers devant les référés à Pontoise

Jeudi 31 mars à 9 h 30, 5 foyers Sonacotra passaient en référé devant le tribunal de Pontoise : Argenteuil (av. du Parc) et Corneilles-en-Parisis, pour une demande de fermeture des foyers ; Argenteuil (rue Gonod et Bd Karl Marx) et Saint-Ouen-l'Aumône pour une demande d'expulsion de certains résidents.

Devant le Palais de justice deux rangs de flics. On entend des ordres rapides qui sont diffusés par talkie-walkie.

De l'autre côté de la rue, en grand nombre, les résidents de 5 foyers Sonacotra attendent le droit de pénétrer à l'intérieur du Tribunal.

La Sonacotra les assigne, demandant en référé* l'expulsion de certains résidents et même la fermeture des foyers de Corneilles-en-Parisis et d'Argenteuil, Avenue du Parc, et cependant alors qu'ils sont convoqués au tribunal, ils ne pourront y entrer que lorsqu'un planton, une liste à la main, les appellera les uns après les autres. Il se met tout à coup à pleuvoir et ce n'est qu'en insistant avec force qu'ils seront autorisés à s'abriter dans le hall...

L'audience commence. Rien de bien nouveau dans ce genre de procès qui se déroule ainsi chaque semaine dans toute la France. La Sonacotra faisant état d'une jurisprudence qui lui est favorable demande « avec confiance » l'expulsion des résidents, la fermeture des foyers, se plaignant auprès du président des lourdes charges qu'elle doit payer, alors qu'« organisme à but non lucratif », elle ne voudrait que le bien des travailleurs migrants... « Aucun autre propriétaire n'accepterait une situation semblable » déclare l'avocat de la Sonacotra. Ensuite, l'avocat de l'ensemble des résidents, après avoir communiqué au juge un message de soutien de l'UL-CGT d'Argenteuil, évoque les conditions dans lesquelles sont logés les résidents,

pièces de 4,5 m² (alors qu'une loi de 1948 ne considère comme étant habitables que les pièces au-dessus de 9 m²), séparées par des cloisons en contreplaqué de 10 mm, cuisines vétustes avec quelques réchauds de camping, douches inutilisables, sécurité inexistant... Il rappelle que la Sonacotra est en grande partie financée par le FAS (fonds d'action social) lui-même recevant l'argent des allocations familiales des familles des travailleurs immigrés qui sont restées dans leurs pays d'origine. Il dénonça les graves menaces qui pèsent aujourd'hui sur les travailleurs étrangers, la loi raciste de Barre-Bonnet, la multiplication des expulsions...

Le président annonça le délibéré au 20 juin prochain. Depuis plusieurs mois, les décisions du juge des référés de Pontoise ont toutes été favorables à la Sonacotra. C'est lui qui le mois dernier ordonnait la fermeture du foyer de Garges-lès-Gonesse. Les cas contraires sont rares. On peut citer un arrêt de la cour d'appel de Paris 8^e chambre B, donnant raison aux résidents sur l'ensemble des points.

Après l'expulsion mercredi de résidents des foyers Sorbier et Primevère de Nanterre, il est plus que jamais nécessaire de renforcer le soutien autour des résidents.

Corr.

*Référé : procédure d'urgence, devant un juge unique qui rend une décision « provisoire » qui n'est pas sur le fond.

Abonnez-vous abonnez vos amis

Nom (en capitales).....
Prénom.....
Ville.....

Date :

Abonnement normal 350 F
Abonnement de soutien 600 F
... F

Mode de versement : — en une fois — en trois fois

Indiquez par une croix dans les cases vos différents choix.
Découpez et renvoyez au Quotidien du Peuple

BP 225 75924 Paris Cédex 19.

Crédit Lyonnais Agence ZU compte n° 668 J.

Le prix de l'abonnement est de 350 F, qui peuvent être versés soit intégralement à la commande, soit en trois fois (200 F à la commande, puis 100 F et 50 F), échelonnés sur trois mois.

● Communiqué

Nous proposons pour les vacances, de partir en groupe. Pour ne pas visiter une région ou un pays avec seulement les yeux du touriste, pour rencontrer les gens dans leurs luttes, nous allons essayer de nous intégrer à la population locale, par exemple en bossant avec les paysans, en passant des films, etc.

C'est un moyen de connaître les problèmes qui se posent là où on va (nucléaire, lutte contre l'armée, contre le chômage...) un moyen de ne pas passer des vacances tout seul.

Nos objectifs : la Roumanie, la Lorraine, le Pays Basque espagnol, le Larzac, Plogoff (en Bretagne), la Sarthe.

Si vous êtes intéressés, et pour beaucoup plus de détails, écrivez-nous :

Collectif Vacances / Luttés et Découverte
c/o Librairie «La Bouffée d'air»
25, rue Bouchardon 75010 Paris

● Les patrons pollueurs s'en sortent à bon compte

Trois PDG comparaissent cette semaine devant le tribunal de Louviers (Eure) pour des faits remontant à novembre 76. Les trois PDG étaient inculpés pour avoir fait entreposer plus de huit cents fûts contenant des produits hautement toxiques dans une carrière, à l'insu du propriétaire et au mépris des risques qu'ils faisaient encourir. Ces fûts, de 200 litres chacun, provenaient de différentes industries locales (Renault, R-P...) et contenaient des produits tels que des solvants cyanurés, du phréon, etc. et auraient dû être enlevés par la SARP-Industrie, une entreprise spécialisée sévissant dans les Yvelines. Celle-ci, étant débordée, sous-traite à la Société Carbonis, laquelle à son tour sous-traite avec la Sotradec.

Le responsable de cette entreprise spécialisée dans les remblais s'adresse alors à un chauffeur de la SARP. Un cheminement bien commode pour, le moment venu, autrement dit le procès, se disculper... Toujours est-il que ces fûts furent entreposés clandestinement, la nuit, dans une carrière. Le chauffeur était payé de la main à la main tandis que les disques de contrôle du poids lourd disparaissaient... Les plaignants qui s'étaient portés partie civile ont tout de même vu les contrevenants condamnés.

Qu'on en juge : les trois PDG ont été condamnés chacun à treize amendes de 800 francs à 1 000 francs, toutes assorties du sursis, et l'un des PDG écoperait d'une peine de prison d'un mois, bien évidemment elle aussi avec sursis...

● Dieppe contre la centrale de Paluel

A l'initiative du comité de défense du Site de Penly, une pétition circule actuellement contre l'implantation d'une centrale nucléaire à Penly, près de Dieppe. Outre les arguments généralement avancés dans ces cas (effluents radioactifs, risque d'accidents à proximité des agglomérations de Dieppe, Rouen, Amiens, etc...), la lettre adressée au Commissaire Enquêteur s'inquiète particulièrement de la consommation en eau de cette installation : «La centrale évaporerait autant d'eau qu'une ville de 500 000 habitants, la centrale projetée se trouverait en zone de pêche. Celle-ci serait perturbée par les rejets d'eau chaude chlorée. La faune marine serait contaminée par les effluents radioactifs rejetés». De plus, la concentration de centrales et usines de retraitement, dans le secteur (la Hague, Windscales, Penly, Paluel, Gravelines) serait de nature à exagérer la pollution encourue. Une manifestation de 3 000 personnes, précédée par les tracteurs de 40 paysans, avait eu lieu à ce sujet le 12 mai à Dieppe.

D'après Correspondant

● Noisy-le-Grand : un apprenti de 16 ans meurt électrocuté

Frédéric Marino avait 16 ans. Depuis 15 jours, il travaillait sur un chantier, à refaire une toiture. Mercredi matin, alors qu'il venait de brancher un porte-câble électrique, il est mort foudroyé. Frédéric n'était même pas tout à fait un apprenti. Il faisait partie de ces jeunes des «CPA», que les promoteurs de la «loi Royer» envoient en apprentissage professionnel, sur les chantiers, alors qu'ils sont considérés comme des scolaires. Des scolaires qui passent la moitié de leur temps au travail, dans des conditions de sécurité précaires. Frédéric en est mort, à 16 ans.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

15 millions d'ici la fin juin

Voici 5 mois que nous avons ouvert, après avoir rempli avec succès notre objectif de 25 millions, une souscription permanente. Elle nous a permis de rassembler à la date d'aujourd'hui 61 960,10 F.

C'est un premier acquis tout à fait positif. Ainsi nous avons pu poursuivre sur de meilleures bases l'amélioration du journal et l'augmentation de la pagination. Comme prévu, nous avons pu ainsi depuis début avril, sortir sur 12 pages le mercredi, en plus du 16 pages du week-end. Mais les difficultés sont demeurées très vives ces derniers mois.

Camarades et amis du Quotidien,

C'est grâce à votre mobilisation, aux collectes jour après jour autour de vous, sur les marchés, les lieux de travail, dans les réunions, que cet objectif que nous nous étions fixé a pu être atteint. Mais cela est encore insuffisant. Continuellement menacé par les hausses des matières premières, des transports, des photos, des frais de reportage... notre journal n'est pas encore suffisamment ce qu'il s'est fixé d'être : *Le Quotidien du Peuple*. Oui, nous avons besoin de plus de reportages en France et à l'étranger, de plus de témoignages sur les luttes, de plus d'envoyés spéciaux... Nous avons besoin de plus de dossiers, de plus d'analyses. Plus riche, plus vivant, *Le Quotidien du Peuple* ne peut l'être sans la participation de ses lecteurs, de ses amis. Vous le savez, — et les correspondances que nombre d'entre vous envoient au journal sur les luttes, les activités auxquelles ils participent en témoignent. Votre contribution au journal peut prendre des formes très diverses : correspondances, envoi de documents, photos, contribution à telle ou telle rubrique... S'abonner au journal, le faire connaître autour de soi, obtenir son arrivée et son affichage réguliers chez les marchands de journaux, le soutenir financièrement... c'est aussi une bataille indispensable pour assurer la sortie du journal. C'est à cela que nous devons contribuer en assurant le succès de notre nouvel objectif.

Pourquoi 15 millions avant les vacances ?

D'abord parce que les ventes au numéro, comptabilisées par les NMPP, et les abonnements ne permettent pas à eux seuls de couvrir toutes les dépenses, d'en engager de nouvelles. Et quand la presse des capitalistes, qui touche des milliards de publicité, connaît elle-même la restructuration, voit certains de ses titres, jugés non rentables, disparaître, il est aisé de mesurer à combien de difficultés quotidiennes se heurte un journal qui n'a pas les revenus pour vivre. Voilà pourquoi nous avons besoin d'une souscription permanente.

15 millions : c'est la somme qu'il nous est nécessaire de rassembler pour assurer le fonctionnement du journal pendant les vacances. En effet, si, avec la non-parution du journal pendant l'été, les recettes dues aux ventes en kiosques sont nulles, de nombreuses charges, elles, demeurent : traites aux fournisseurs de papier, d'encre, salaires, reportages assurés pendant les vacances etc.

Sur les quinze millions qu'il est absolument nécessaire de rassembler avant les vacances, 61 960 le sont déjà, il reste donc 90 000 environ à collecter. Si cela n'est pas réalisé, c'est la sortie même du journal à la rentrée qui peut se trouver compromise, ce sont les dépenses absolument indispensables de l'été, qui ne pourraient pas être assumées, ce serait une grave menace pour le journal.

Camarades,

Plusieurs fois déjà, grâce à votre mobilisation, nous avons rétabli l'équilibre du journal et c'est ce qui lui permet, aujourd'hui, d'être présent dans les luttes. Nous avons devant nous une étape difficile, mais indispensable au maintien du Quotidien.

En avant pour les 15 millions avant les vacances !

Saumur.....	90	Créteil.....	28
Auxerre.....	600	Soutien.....	100
PB.....	500	Hauts Alpes.....	200
Nantes.....		Nice.....	
Soutien.....	570	HFD pour le 12 pages du mercredi.....	320
Angers.....	190	Toulouse.....	500
P.....	307,50	EL.....	350
Roubaix.....	225	Rennes.....	
.....	35	Une sympathisante.....	350
Lille.....	40	CAB.....	50
1 ^{er} mai.....	85	Un étudiant.....	40
Liévin.....	80	Sur un marché une ouvrière.....	8
Lyon.....	574	Le Grand Queilly.....	
UA.....	1 750	JT.B.....	500
Massy.....		Strasbourg.....	
Soutien au QdP.....	300	JC.....	350
Vitry.....	300	Billère.....	
Drancy.....		JB.....	350
JR enseignant.....	200	Dax.....	300
Vincennes.....	262	50
Chatou.....		Veranne.....	
JB.....	50	RD.....	50
Audincourt.....		Montpellier.....	
MG.....	350	C.F.....	52
Paris.....		Châlon/Saône.....	
14 ^e	300	G.M.....	25
Soutien.....	311,60	Marseille.....	
Collecte.....	350	PV.....	200
		150
		Villeurbanne.....	
		MB.....	200
		Total.....	11.733,10
		Total précédent.....	50 227
		TOTAL GLOBAL.....	61 960,10

CONTRAIRES AU SEIN DU PEUPLE

Après le 23^e congrès du PCF

Un congrès d'attente, un congrès ambigu sans perspective claire pour les travailleurs

Le 23^e congrès du PCF n'aura pas été un congrès historique. Préparé dans des conditions fort peu démocratiques, dans le contexte d'une démobilité militante quasi sans précédent (on peut estimer à environ 70 000 en étant généreux le nombre de communistes ayant assisté aux réunions de cellule préparatoires au congrès sur les 700 000 adhérents présumés du parti I), le congrès n'aura guère apporté de réponse concrète aux questions que se posent les travailleurs après la défaite de la gauche et avec l'application du plan Barre III, qui constitue tout de même la plus grave agression antiouvrière et antipopulaire depuis trente ans.

Peut-on dire pour autant que ce congrès est négligeable ou méprisable ? Certes non. N'oublions pas que la direction de notre parti a obtenu un certain consensus de la part des militants sur la base d'une *autocritique assez radicale* — et juste dans son principe — de l'union au sommet menée de 1972 à 1977-78, dont elle a reconnu le caractère électoraliste et ayant favorisé un certain *«tarissement des luttes»*. Le 23^e congrès propose de substituer à cette union formelle une «union à la base et dans les luttes». Qui ne souscrirait totalement à cette orientation ? Certes, il ne faudrait pas que l'union à la base devienne le paravent d'une politique sectaire et la bonne excuse pour refuser toute forme d'union au sommet avec le PS. A cet égard, il n'est pas indifférent que le congrès et G. Marchais tout particulièrement aient affirmé que l'union de la gauche demeurerait *l'unique perspective politique* de notre parti. A la fois parce que, dans le projet de résolution, il était fait allusion de manière très vague à des «accords politiques» entre «formations politiques» pour le changement, ce qui ouvrirait la voie à toutes les combinaisons politiques, y compris

l'union nationale. Et également parce que la perspective d'un accord, *également au sommet*, venant couronner un certain développement des luttes et un certain mûrissement du mouvement populaire à la base, cette perspective reste donc ouverte. Si l'éviction de Roland Leroy du secrétariat du parti est effectivement due à son sectarisme antisocialiste (et éventuellement aussi à sa volonté de procéder à des exclusions de camarades critiques), alors elle est réellement positive. Encore faudrait-il informer les militants des réelles divergences politiques à la direction. Ils sont majeurs et ne confondent plus désormais l'unité du parti avec le monolithisme. La référence à l'autogestion, aux conseils d'ateliers, est également à ranger au chapitre des points importants, ainsi que la réaffirmation du choix eurocommuniste du 22^e congrès, même si nous nous réclamons pour notre part d'une compréhension de gauche révolutionnaire de l'euro-communisme et non de la version droitière très largement dominante jusqu'ici.

Est-ce à dire qu'il faut se féliciter sans réserves du congrès ? Bien sûr que non. Nous ne nous reconnaissons pas dans l'opportunisme du camarade Elleinstein qui vient de se «rallier» avec pertes et fracas, même s'il peut se targuer de certains points positifs cités plus haut. Il existe incontestablement de très graves points d'ombre et d'interrogations dans ce congrès et dans la ligne du PCF aujourd'hui. Enumérons-les, seul l'avenir nous dira s'ils prendront le dessus sur les orientations plus justes. Cela dépend — de l'application concrète qui sera faite des décisions du congrès ; — de l'intervention des militants critiques et de tous les militants dans le parti, au sein des masses et dans les luttes des masses.

Le pseudo «bilan globale-ment positif» des pays se réclamant du socialisme est absolument inacceptable. Et ce d'autant plus qu'il se traduit pour l'instant concrètement par un net retour sur les positions très fermes prises auparavant par le parti contre les «atteintes aux libertés» dans ces pays sur des cas précis comme Paradjanov, Pliouchitch, l'échange Corvalan-Boukovski, le procès Chtcharansky (manifestation du PCF à Paris en juillet 1978), etc. Aujourd'hui, c'est le refus de soutenir la Charte 77 et la demande de libération de Sabata, le silence sur la répression des mineurs en Roumanie, ou des syndicalistes libres en URSS, du KOR en Pologne... C'est également le coup d'arrêt à la réflexion entamée à partir de «L'URSS et nous» sauf en petits comités restreints...

Les aspects nationalistes et chauvins de la campagne européenne du PCF apparaissent comme condamnables et portant finalement ombrage à la juste lutte contre la supranationalité, le SME, l'Europe des multinationales, de l'austérité, du chômage, contre le redéploiement industriel de la bourgeoisie, pour les 35 heures, l'Europe des travailleurs... Ne vaudrait-il pas mieux insister fortement sur deux idées (valables au lendemain du 10 juin) : 1. En Europe comme en France, c'est le développement de luttes puissantes qui transformera le rapport des forces, les élus constituant seulement un point d'appui certes important. 2. Il faut développer et coordonner les luttes en Europe de manière systématique, très unitairement, avec toutes les forces du mouvement ouvrier et populaire, sur tous les terrains (politique, syndical, organisations, et «mouvements de masse»), etc. N'est-ce pas dans ce sens que va la proposition CGT d'une lutte commune sur la revendication unifiante des 35 heures ? Le nationalisme

met ce type d'orientations forcément en veilleuse.

Sur la gauche aussi : bien sûr, la position de principe qui consiste à dire : il faut désormais combiner union à la base et au sommet, cette position est correcte dans l'abstrait. Mais n'est-il pas inquiétant de voir le parti refuser toute action commune à la base comme au sommet avec le PS aujourd'hui, dans une conception finalement très électoraliste de la priorité donnée au rééquilibrage de la gauche au profit du seul renforcement du PC. N'est-ce pas une toute autre démarche que celle de la CGT, certes au plan syndical, lorsqu'elle propose un «comité national d'unité d'action» afin de combattre le réformisme en entraînant les travailleurs dans l'action unitaire de classe et de masse ? Peut-on se satisfaire de voir les élections de 1981 abordées avec une gauche divisée, et sans la moindre base programmatique commune, (dans le sens d'un processus de rupture anticapitaliste) ? Ne faut-il pas avancer l'idée d'un accord programmatique commun de type nouveau discuté et amendé à la base par l'ensemble des travailleurs, sur la base des plate-formes revendicatives, des programmes des partis, des grandes exigences populaires et des projets partiels exprimés et avancés dans toutes les luttes ?

Autre point noir : la tactique des luttes et la stratégie du parti à l'égard des «mouvements de masse». Au niveau des luttes ouvrières, le parti semble se contenter d'une lutte purement défensive, certes nécessaire, mais qu'il faudrait articuler à une orientation beaucoup plus offensive, mettant en avant de grandes revendications unifiantes : 35 heures, SMIC à 2 700 F, 5^e semaine, échelle mobile, etc. quitte à construire ensuite le rapport de forces pour les obtenir. Nous n'excluons aucune

forme de lutte, donc la proposition d'une grève générale revendicative préparée par un processus sérieux de mobilisation est au moins à discuter. Le dernier CCN d'une organisation syndicale comme la CGT allait dans ce sens. Mais on est revenu depuis (temporairement ?) à une orientation plus «orthodoxe» type «bataille de l'acier». Le mémorandum CGT sidérurgie contient des orientations intéressantes, même s'il faut éviter certaines illusions. Ne faudrait-il pas par ailleurs investir des militants dans tous les «mouvements de masse» sans volonté manipulatrice ni récupératrice ?

Des interrogations aussi : la «démocratie avancée» et «l'avancée démocratique», est-ce vraiment la même stratégie «maintenue et enrichie» ? Rien n'est moins sûr. Là est l'ambiguïté fondamentale du 23^e congrès. S'il y a changement de stratégie, il faut le dire. Y. Quilès et G. Molina ont eu raison de poser cette question de fond. Nous restons fidèles quant à nous au Manifeste de Champigny et au 22^e congrès (qui n'étaient pas sans contradiction et qui nécessitent des approfondissements), même si certains développements du 23^e congrès nous semblent dignes d'intérêt.

Donc, des certitudes, des questions à travailler, et beaucoup d'interrogations. Une volonté de débat d'abord dans le parti bien sûr, mais aussi avec tous les militants de gauche et d'extrême-gauche qui pensent qu'il ne suffit plus de répéter des dogmes, sans partager les mêmes théories sur «la table rase» ou la «page blanche» (bien sûr qu'il existe certains acquis). Une réalité : la crise politique actuelle du PCF est profondément inédite et multiforme. Elle peut être féconde.

Serge ZERATHE
militant du PCF-Paris

Un dialogue clair-obscur

Ce texte est paru en «tribune» dans *Le Nouvel Observateur* du 21 mai.

Je voudrais essayer, à propos du 23^e congrès du Parti communiste, d'arracher les idées aux évaluations traditionnelles. Car le pas de deux, de six ou de vingt exécuté par les dirigeants de ce parti, dans le sens de la descente ou de la montée, tend à faire croire que la ligne entouvent l'a emporté sur la ligne dure. Et que quelque chose a craqué dans le comportement du Parti.

J'aimerais bien qu'on m'apprenne en quoi la mise à l'ombre de Roland Leroy dans *L'Humanité* explicite un changement. Ou en quoi la promotion, par exemple, d'une éditorialiste du même journal, particulièrement proche de l'expression «Pravda», peut irriguer de réflexion révolutionnaire le cerveau collectif du bureau politique.

Ni optimisme donc : sur quoi

reposerait-il ? Ni pessimisme : quel espoir a été floué ? Qui, parmi les communistes en mal de communisme, attendait de ce congrès autre chose que ce qu'il a été ? Le 23^e congrès a fait le point : cap à l'Est en réduisant la vitesse d'un «nœud» verbal, union de la gauche, barre en avant toute sur les élections européennes. Et l'apothéose des votes unanimes. Ce qui, comme chacun sait, est le signe — en tout pays et en toute élection — de la démocratie vivante et de la pensée en action...

Pas de fermeture : la marche sur la lancée. Pas d'ouverture : le bon-enfantisme satisfait d'un congrès heureusement mené à son terme. Et qui n'a pas même mesuré ses applaudissements aux représentants des partis communistes soviétique et tchécoslovaque. Par exemple. Car, une fois le stalinisme grondé, ses irréductibles n'en sont pas moins les bienvenus. Ils consentent même

à nous faire des homélies avec félicitations dans les quartiers et provinces. C'est ce que l'on appelle l'internationalisme. Leur «socialisme» serait inaccepté par nos pays. Mais que les peuples qui le souffrent, l'assument avec notre bénédiction !.

Le congrès a été celui des allusions signalant dans les airs la présence constante des opinions oppositionnelles. Mille questions, attaques, réponses par la bande ont été lancées à l'opposition communiste. Un dialogue clair-obscur entre la tribune et les interlocuteurs absents n'a cessé de se concrétiser. Avec des protestations défensives, des affirmations ou des négations accrochées à ce que l'on appelle les idées oppositionnelles. Elles-mêmes si diverses qu'on n'a trouvé d'autre nom pour cette opposition que celui général de «communistes critiques».

Pour la première fois, dans le Parti et face au Parti, se développe et se répand avec force une pensée contestataire. Qui s'introduit partout. Qui affirme la vitalité d'une réflexion communiste autre, use du droit à la différence, soutient toute initiative, ici et ailleurs, de démocratie, de liberté, d'indépendance d'esprit, d'émancipation humaine, de création révolutionnaire, pour l'ouvrier contre l'ouvriérisme et la veillée des chaumières, pour l'internationalisme contre le chauvinisme, etc.

La droite ignore cette opposition. Et pour cause. La gauche s'y intéresse peu : l'opposition se situe ailleurs que sur les échiquiers politiques. Le parti communiste, en défensive de fer, fait le silence à son sujet, dans une impossibilité absolue de l'attaquer «sur le fond»...

«Garants de la liberté» ? Au moment même où le congrès acclamait les partis soviétique et

tchécoslovaque, une forte délégation de communistes dits critiques stationnait devant l'ambassade de la Tchécoslovaquie, fermée à double tour, et protégée par une invraisemblable armada de police. La délégation apportait son soutien à Sabata, recondamnait le jour même et aux porte-parole de la «Charte 77».

Or la direction du parti communiste a feint d'ignorer l'adresse au congrès de quatre porte-parole de cette Charte.

Ce seul exemple suffirait à prouver que le XXIII^e congrès n'a fait qu'entériner une situation. Que l'«opposition communiste» a toutes les raisons de continuer à semer partout les vérités refusées et enterrées par le congrès. Et que si quelque «libéralisme» a vaincu à la direction du Parti quelque «immobilisme dur», on en attend la démonstration.

Hélène PARMELIN

LUTTES OUVRIERES

Mercredi, le Conseil des ministres débouchait sur un troisième «pacte national pour l'emploi des jeunes»: aussitôt, les feux de l'actualité étaient braqués sur ce nouvel «effort» considérable en faveur des jeunes. Pensez donc: cette fois, c'est sur trois ans que va s'étaler ce contrat, il toucherait 450 000 jeunes chaque année, et coûterait 3,5 milliards. Après cela, qui pourrait penser que le gouvernement et le patronat ne se préoccupent pas des 750 000 jeunes qui arrivent cette année sur le marché du travail à la fin du mois? Manque de chance, les jeunes n'ont pas la mémoire aussi courte, et le souvenir qu'ils gardent des deux premiers pactes n'est pas aussi souriant. Pour eux, ces stages n'ont été que des stages parking, au bout desquels ils se sont pour la plupart retrouvés au chômage. Par contre, pour les patrons qui en ont redemandé, l'opération a été plus que juteuse.

Le gouvernement se targue de créer des emplois avec ce système.

LES CREATIONS D'EMPLOIS: UN MYTHE

Passons sur le nombre ridiculement bas de jeunes qui passent par ces stages. Bien qu'il soit pratiquement impossible à connaître très précisément, il a toujours été très inférieur à celui annoncé officiellement, et sans commune mesure avec les besoins d'emploi des jeunes.

Écoutons donc le point de vue de M. J.P. Fuchs, pourtant député de la majorité, dans son rapport devant l'Assemblée nationale, en juin 1978, lors de la reconduction des mesures du premier pacte: «Les mesures du Pacte national pour l'emploi ont eu pour effet principal de retarder l'afflux sur le marché du travail de nom-

breux jeunes qui se sont vu offrir la possibilité d'accomplir un stage de formation professionnelle ou un stage pratique». C'est clair, en fait, rien ne force un patron prenant un jeune en stage, à le garder. Au contraire, l'exonération de 50 % qui accompagne l'embauche d'un jeune ne contraint pas le moins du monde à une embauche vraiment définitive: ce peut être un simple contrat à durée limitée! Et quel patron serait assez bon prince pour embaucher un stagiaire à la fin de sa période, quand le gouvernement lui permet d'en prendre un autre qui ne lui coûtera pratiquement rien, et qui n'aura aucun droit? Non, la création d'emplois par les pactes pour les jeunes n'est qu'un mythe. Il n'y a qu'à voir les statistiques gouvernementales pour s'en convaincre: si le pourcentage de jeunes chômeurs a légèrement

Troisième pacte national pour l'emploi

ENTRE 16 ET 26 ANS, LES JEUNES N'ONT DROIT QU'À DES STAGES PARKING!



diminué (-6%), par contre, celui des plus de 26 ans a considérablement augmenté (+31%). Aujourd'hui, il est encore plus difficile pour les chômeurs ayant dépassé l'âge des stages Barre de trouver un emploi. Les difficultés n'ont fait que se déplacer à travers les tranches d'âge. Et quand on parle d'emploi pour ces jeunes, il faut regarder de plus près.

UN GHETTO POUR LES JEUNES

Bien sûr, au niveau du travail effectué dans les entreprises, les stagiaires sont considérés comme des travailleurs à part entière. Ils se retrouvent même souvent aux postes les plus monotones, les moins qualifiés, les plus durs. Mais là s'arrête leur qualité de travailleurs. Pour tout le reste, ils ne sont que des sous-travailleurs.

Trois milliards et demi pour les patrons

Grosso modo, les dispositions prises pour ce troisième pacte sont du même ordre que les précédentes. Il faut souligner toutefois que les modifications introduites favorisent encore plus les patrons. Ainsi, les exonérations des charges sociales (50 % pour les entreprises qui embauchent un stagiaire, sont étendues à toutes les entreprises, indépendamment de leur taille (il fallait avoir moins de 500 salariés), et de leur chiffre d'affaire. Il faut rappeler aussi que les salaires touchés par les stagiaires sont principalement payés par l'Etat: ainsi, les 90 % du SMIC versés pour les stages en entreprise sont payés à 70 % par l'Etat, le reste étant pris sur le budget formation des entreprises (ce qui revient à diminuer d'autant le budget formation pour les salariés de cette entreprise, mais ne fait pas déboursier plus d'argent au patron).

Nous rassemblons ci-dessous les principales mesures du Conseil des ministres.

- 1) Exonération des charges salariales: 50 % d'exonération des cotisations patronales pendant un an, pour toute embauche d'une durée minimale de 6 mois d'un jeune entre 16 et 26 ans? Valable pour toutes les entreprises. Coût: 675 millions.
 - 2) Contrat emploi-formation: même chose que précédemment. Coût: 525 millions.
 - 3) Stages pratiques en entreprise: de 4 à 6 mois, avec 120 heures de «formation» pouvant être effectuées dans l'entreprise (1). Payés à 90 % du SMIC (70 % par l'Etat), pour les jeunes à partir de 18 ans (ou 16 ans s'ils ont fini un cycle complet d'enseignement technologique), et plus seulement aux «travailleurs manuels». Coût: 900 millions.
 - 4) Stages de formation: durée maximale 6 mois, 800 heures de formation, 25 % du SMIC pour les moins de 18 ans, 75 % pour les autres. Coût: 700 millions. Inutile de dire que la mesure la plus intéressante pour le patronat, ce sont les stages en entreprise!
- D'autres mesures concernent l'apprentissage, femme seule depuis moins de 6 ans, et ayant au moins un enfant à charge, bénéficient des mêmes avantages que pour une jeune; les travailleurs âgés (8 000 F de prime à tout patron embauchant un chômeur de plus de 45 ans, sans travail depuis plus d'un an).

«Lorraine Cœur d'Acier» passe sur ondes moyennes

Radio L.C.A., la radio de la CGT à Longwy, émet désormais sur ondes moyennes (198 mètres), tout en continuant à diffuser ses programmes en modulation de fréquence (120 MHz).

1 020 licenciements à l'AOIP

1 020 licenciements sont annoncés à l'AOIP, qui travaille essentiellement pour les PTT. Très récemment, M. Segard avait pourtant déclaré: «Il n'y aura pas de problème d'emploi, dans le téléphone». Les unités les plus touchées seront celles de Guingamp, Morlaix, Béziers et Toulouse. Ces licenciements devraient intervenir au 1^{er} janvier 1980, et seraient suivis de 300 autres dans le courant de l'année.

Sécurité Sociale: encore un trou de 11 milliards

Le 1^{er} janvier 1979, les cotisations à la sécurité sociale augmentaient de 1,25 % à 2 %. Cette agression contre le pouvoir d'achat des travailleurs devait servir, paraît-il, à combler les trous épisodiques de la caisse de la sécurité sociale. Il n'en est rien, puisqu'on se retrouve avec un nouveau trou, de plus de 11 milliards cette fois, pour la fin juin.

Quand les stagiaires Barre disent ce qu'ils pensent des stages Barre

Enquête réalisée par la JOC d'Alès, dans le Gard, auprès de 300 stagiaires (20 % en stages pratiques, 80 % en formation)

— Quelle était ta situation avant le stage ?

— Chômage :	84 %
— Travail :	11 %
— Armée :	2 %
— Ecole :	3 %

— Qui t'a proposé ce stage ?

— ANPE :	66 %
— Chambre de commerce :	6 %
— Copains :	7 %
— Presse :	11 %

— Penses-tu être embauché en fin de stage ?

OUI :	16 %
NON :	80 %

— Le stage correspond-il à ton niveau d'études ?

OUI :	45 %
NON :	55 %

— Crois-tu pouvoir entrer facilement dans la vie active ?

OUI :	16 %
NON :	79 %

Les salaires? Au maximum 90 % du SMIC s'ils ont plus de 18 ans, quelle que soit la tâche effectuée. Pour les plus jeunes, c'est un peu plus de 400 F. Pour ceux qui sont sous contrat emploi-formation ou en stage de formation, c'est 75 % du SMIC! Par dessus le marché, ils restent souvent des mois sans toucher un centime, et c'est ce qui a provoqué de nombreuses luttes de stagiaires lors des deux premiers pactes.

Au niveau de la formation, c'est aussi un mythe complet. Si les stages de formation font les beaux jours de certains organismes spécialisés qui y trouvent une poule aux œufs d'or, pour les stagiaires, la formation est quasi nulle.

Aucun contrôle n'est exercé là-dessus et le nombre d'heures qui doivent y être consacrées est encore en baisse: pour les stages pratiques, il passe de 200 à 120!

Pour la couverture sociale, ce n'est pas plus brillant: les stagiaires ne sont pas comptabilisés dans les effectifs de l'entreprise: ils ne bénéficient

donc pas des avantages acquis par les travailleurs de la boîte, et ils n'ont même pas le droit de se syndiquer... De ce fait ces stages jouent le rôle de centres de tri à supposer que le patron ait l'intention d'embaucher: pendant une période officielle, et qui ne lui coûte rien, le patron peut tester tout à loisir les stagiaires, les garder ou pas...

Sur toute la ligne, ces stages Barre sont donc pires qu'un vaste bluff. C'est l'affirmation par le gouvernement que pour lui, entre 16 et 26 ans, un jeune ne peut guère revendiquer autre chose qu'un simulacre d'emploi, une «initiation à la vie active». Et cela est appelé à durer, puisque ces stages sont planifiés sur trois ans! Plus graves qu'un simple bluff aussi, parce qu'ils divisent encore plus la classe ouvrière, en privant de leurs droits des milliers de jeunes. Les jeunes n'ont pas signé les deux précédents pactes, ils ne signeront pas cette troisième mouture!

Monique CHERAN

ELECTIONS EUROPEENNES

Où en est l'union politique de l'Europe ?

Dans la campagne électorale en cours, il est beaucoup question de la supranationalité qui pourrait connaître un développement du fait de cette élection au suffrage universel, les listes en présence tempêtant contre la supranationalité ou se défendant d'en vouloir plus (à l'exception de la liste Servan-Schreiber).

Qu'en est-il réellement de la supranationalité, et au-delà de l'union politique des pays de l'Europe des Neuf ?

Il existe dans l'Europe des Neuf des institutions supranationales, en ce sens qu'elles échappent au contrôle d'un Etat particulier. C'est le cas de la Commission de Bruxelles, désignée d'un commun accord par l'ensemble des gouvernements. Cette commission a pour rôle de faire des propositions de directives, ainsi que des propositions de budget. Elle est également chargée de suivre l'exécution des décisions communautaires. Cependant, elle n'a par elle-même aucun pouvoir de décision.

La Cour de justice a pour rôle de trancher les différends qui opposent la Communauté aux Etats, aux sociétés ou aux particuliers dans l'interprétation des traités et des règles communautaires. Ses décisions s'appliquent, en principe, à tous, y compris aux Etats nationaux. Ce rôle est toutefois limité, d'une part parce que les décisions de cette Cour ne s'appliquent qu'à l'application des seules décisions communautaires, qui elles-mêmes sont prises en commun par les gouvernements; d'autre part, parce que cette cour ne dispose pas de moyens coercitifs (de forces de police) pour faire appliquer ses décisions, dont l'exécution ne dépend que de leur force morale.

QUE PEUT CHANGER L'ELECTION AU PARLEMENT EUROPEEN ?

Le Parlement européen a des pouvoirs très étroits. Le terme de parlement ne doit pas faire illusion; il ne s'agit pas d'une institution qui aurait pouvoir de voter des lois applicables à l'échelon européen. Lorsque la Commission dépose une proposition de directive ou de recommandation, le Parlement est seulement consulté. C'est ensuite le Conseil des ministres, composé des ministres compétents de chacun des pays, qui prend une décision.

Le Parlement a également comme pouvoir de renverser la Commission par une motion de censure. Cette disposition n'a jamais été appliquée. La raison en est simple: la Commission ne présente pas ses propositions au hasard, elle tient compte de l'état des forces politiques au sein du Parlement européen, ainsi que de l'avis des gouvernements.

Le Parlement a quelques pouvoirs budgétaires qui ont été accrus en 1975. Il peut amender le projet de budget de la Commission, à condition de ne pas créer de dépense supplémentaire. Il peut même rejeter en bloc le budget présenté par la Commission. Ces

pouvoirs, s'ils sont réels, sont limités par l'ampleur du budget communautaire (de l'ordre du 1/5 du budget de la France). Plus de 80% de ce budget est consacré aux dépenses qui ne peuvent pas être modifiées, ou difficilement: le fonctionnement de la bureaucratie communautaire d'une part, et d'autre part, les «dépenses obligatoires», c'est-à-dire celles qui résultent automatiquement de l'application des traités (comme les aides à certains secteurs agricoles).

L'élection du Parlement européen au suffrage universel, prévue de longue date dans le traité de Rome, ne change strictement rien à ses pouvoirs, dont on a vu les limites. Le texte de modification des traités ne porte en effet que sur le mode de désignation des membres du Parlement et nullement sur les pouvoirs de ce Parlement.

Certes, le fait qu'il soit élu au suffrage universel pourra lui conférer une autorité morale supérieure, et l'amener à réclamer davantage de pouvoirs. Pour qu'un tel accroissement de pouvoir se réalise, il faudrait modifier les traités. Ce qui implique, dans un premier temps, un accord des gouvernements, puis des Parlements nationaux. Il faudrait même pour la France, une modification de la Constitution. Lors du vote au Parlement européen, le Conseil Constitutionnel avait estimé que le projet était conforme à la Constitution, parce qu'il ne modifiait pas le pouvoir de ce Parlement, et n'empiétait pas sur les prérogatives du Parlement français. A contrario, cela im-

plice qu'un accroissement des pouvoirs du Parlement européen entraîne une révision de la Constitution, ce qui suppose, en France, un référendum. On voit que de multiples verrous juridiques ont été posés.

PAS D'ETAT SUPRANATIONAL

Il existe bien aujourd'hui des formes de supranationalité, puisque des réglementations communautaires identiques s'imposent à tous les Etats membres. Mais il n'existe pas d'exécutif supranational, qui puisse dicter sa volonté aux différents pays, ni même d'embryon d'un tel exécutif. Les véritables instances de décision sont constituées par le Conseil européen, qui réunit les chefs d'Etat ou de gouvernement, et par le Conseil des ministres qui réunit, selon le sujet traité, les ministres compétents. Ces organismes prennent leur décisions à l'unanimité.

Il n'y a donc pas de décisions communautaires qui s'imposent à un pays contre son gré. La forme que prend aujourd'hui la coopération entre les bourgeoisies européennes est celle de la concertation, et non celle d'un pouvoir supranational.

Il est peu probable qu'on s'achemine, au moins dans un délai proche, vers de telles formes de pouvoir: cela impliquerait en effet qu'une des bourgeoisies d'Europe pourrait se voir imposer des mesures contraaires à ses propres intérêts: dans le cadre de la crise, qui avive les rivalités inter-impérialistes, ce n'est pas dans cette voie que ces mêmes bourgeoisies s'orientent.

F.N.

Caen : manifestation pour la dissolution des milices fascistes !

Et le droit des femmes à faire de la politique !

Jeudi 31 mai à 18 heures, à l'appel de l'Union Régionale CFDT qui avait prévenu tous ses adhérents, ce qui est positif, et du Collectif Unitaire, plus de 1 000 personnes ont crié leur haine contre les fascistes, et ont exigé que les femmes aient de droit de s'exprimer. Il est regrettable que l'UD CGT ne soit pas intervenue, et à l'heure actuelle, on ne sait toujours pas pourquoi. Le PCF n'est pas intervenu, mais à en croire un communiqué passé dans *Ouest-France*, il assimilerait l'attentat fasciste à celui des autonomes. Seule la CGT du CHU était présente pour la CGT. Les ouvriers

de la Saviem en grève ont popularisé leur lutte. Il y avait aussi des ouvrières de Jaeger, de Blaupunkt. La manifestation a défilé plus d'une heure dans la ville. Les groupes femmes étaient particulièrement combattifs, lançaient des mots d'ordre dénonçant le lien entre viol et fascisme. Devant le drugstore, il y a eu un arrêt, où les femmes ont jeté leurs masques par terre pour symboliser leur droit à s'exprimer et à lutter. Le collectif se réunit mardi soir, un meeting sur Caen est envisagé pour la semaine qui vient.

Corr. CAEN

● Rapports truqués du 23 mars

Le 23 mars, Jean-Luc Fouqueray, Luis Miguel Moser, et Philippe Duval sont arrêtés, ainsi que deux mineurs, qui sont jugés séparément. Ces deux mineurs ne sont pas jugés en flagrant délit, ce qui n'est pas le cas des inculpés en procédure de flagrant délit. Ils ont ainsi pu être confrontés au brigadier Kayser, qui a rédigé le rapport accusant les deux mineurs, ainsi que Fouqueray, Moser et Duval. Cette confrontation a été fort intéressante, puisque le brigadier a dû reconnaître qu'il avait rédigé un rapport faux. L'un des mineurs était accusé d'avoir participé au saccage du magasin Lancel, alors qu'à cette heure-là, il quittait son lycée de Meaux, comme ses professeurs en témoignent.

● Augmentation du prix de certains quotidiens

A dater du 1^{er} juin, le tarif de trois quotidiens augmente. *Le Monde* qui passe de 1,80 F à 2,00 F fait état de la nécessité «de procéder à un réajustement (...) rejoignant ainsi le tarif déjà pratiqué par de nombreux quotidiens édités à Paris». *Le Matin* passe également de 1,80 F à 2,00 F «contraints et forcés par l'accroissement de nos charges».

Libération passe de 2,00 F à 2,50 F «cette forte augmentation ne s'explique pas seulement par l'augmentation générale des coûts mais aussi en ce qui concerne *Libération* par une situation financièrement difficile: la viabilité du journal est en question». *Libération* annonce un déficit de 136 millions de centimes pour l'exercice de 1978.

● Manifestation à Autun contre la venue de Barre

Lundi dernier, Barre est venu à Autun prononcer un de ses discours de la campagne électorale, en soutien — à peine déguisé — à la liste Veil.

Dans cette petite ville de Saône-et-Loire, les travailleurs ont su faire entendre leurs voix. Une manifestation a eu lieu, à l'appel de quatre organisations syndicales (CGT-CFDT-FO-FEN). Elle a regroupé environ 500 personnes, ce qui est beaucoup à Autun, où les dernières manifestations n'avaient regroupé que 40 à 50 personnes. Les perspectives offertes concordaient cependant mal avec le grand nombre de travailleurs présents. Scandant des mots d'ordre tels que: «*Barre à l'abattoir!*» (sic), les partis de gauche n'avaient rien trouvé d'autre à écrire sur leurs banderoles que: «*PS, section d'Autun*» ou «*PCF, section d'Autun*».

D'après correspondance

● Sondage européen

Un sondage *Figaro-SOFRES* fait apparaître que 44 % des électeurs inscrits n'éprouvent guère d'intérêt pour ce scrutin, ce qui laisse prévoir un taux d'abstentions important. Les intentions de vote seraient de 30 % pour la liste Veil (+ 1 % par rapport au précédent sondage *Figaro-SOFRES*), 16 % pour le RPR (-2%), 3% pour Servan-Schreiber, 26% pour la liste socialiste (-1%), 20% pour le PCF (+1%). La liste trotskyste obtiendrait 2% (inchangé), les écologistes 1% (contre 2,5 %). Les listes d'extrême-droite totaliseraient 2 % des suffrages.

59 % des électeurs déclarent qu'ils feront leur choix essentiellement en fonction de considérations de politique intérieure (25% seulement déclarent se déterminer en fonction des positions des partis sur la question européenne).

Enfin, 9% des électeurs pensent que l'union politique de l'Europe se fera dans un avenir proche, cependant que 59% pensent qu'elle se fera dans un avenir éloigné, et 13 % qu'elle ne se fera pas du tout.

● Leroy entend des voix

A l'occasion de la célébration de la fête de Jeanne d'Arc, Roland Leroy a déclaré: «*Jeanne d'Arc est devenue symbole de l'indépendance nationale, à juste titre (...). La population laborieuse de Rouen -lieu du martyre de Jeanne- s'est toujours reconnue en elle.*

Notre ville fut elle-même victime de la guerre. Sa population est attachée à l'indépendance nationale. Aujourd'hui, le peuple de France doit à nouveau lutter pour l'indépendance nationale et la souveraineté nationale, acquises au prix du sang. Cette année, odieusement, Jean Lecanuet tente d'utiliser la gloire de Jeanne pour couvrir les projets d'aggravation de l'intégration européenne, de nouvelles atteintes à la souveraineté et à l'indépendance nationale (...). Comme Jeanne d'Arc, avec le peuple, contre le pouvoir établi, nous serons fidèles à la cause de la France.

● Elleinstein : Le 23^e congrès plutôt positif

Dans une interview au *Matin*, Elleinstein juge plutôt positivement le 23^e congrès de son parti. Il en retient: «*la possibilité qu'il donne dans un certain nombre de domaines de pousser la réflexion et de poser de façon plus profonde un certain nombre de problèmes. C'est le cas par exemple des rapports avec les intellectuels; c'est le cas du problème important de la situation de l'Union soviétique et des problèmes que pose cette situation, c'est le cas enfin, des perspectives de l'Union de la gauche et de l'Europe.*»

Il considère que, s'il conserve des désaccords, «*ce n'est pas l'heure de m'exprimer là-dessus: dans une dizaine de jours, il y a un scrutin important.*» Elleinstein a été invité par Leroy à écrire un article dans *l'Humanité*.

Dossier du Quotidien du Peuple

ASPECTS DE LA CRISE ITALIENNE

- Silence des partis sur des problèmes brûlants
- Beaucoup de plomb dans l'aile pour le «compromis historique»

«Nous voudrions et nous voulons sauver ce qui peut être sauvé. Nous voulons arriver à temps, c'est pour cela que nous sommes pressés. M. Fanfani a dit «Quand la maison brûle, il faut appeler tous les sapeurs-pompiers». Nous avons répondu «nous voilà», mais nous voudrions aussi savoir qui va commander les sapeurs-pompiers». C'est en ces termes, concentrant remarquablement la position de la direction de son parti, que s'exprimait Pajetta, un des principaux dirigeants du PCI en janvier 1978. Il renouvelait aussi les offres de service du PCI, en réponse au leader de l'aile droite de la démocratie chrétienne, Fanfani. Offres de service pour imposer une politique d'austérité draconienne aux travailleurs, en se faisant fort d'empêcher toute explosion sociale : être les «sapeurs-pompiers» ! Mais, en exigeant en échange des postes ministériels de nature à faire avancer centralement la mise en place d'un capitalisme d'Etat, déjà en gestation sous l'impulsion du PCI, dans certains secteurs de l'appareil de l'Etat, et notamment au niveau des structures locales et régionales qui ont relativement plus de poids qu'en France. Cette requête d'une participation directe au gouvernement, c'était le sens de la question posée par Pajetta : «Qui va commander les sapeurs-pompiers» ?

Aux élections législatives de 19 6 avec plus de 34 % des voix, le PCI talonnait la DC, usée par ses 30 années de pouvoir. Le

gouvernement apparaissait impossible sans le soutien du PCI. Les conditions paraissaient favorables au PCI pour avancer sur la voie du «compromis historique». Mais, la démocratie-chrétienne a pleinement profité du répit et des possibilités que lui offrait cette politique d'union nationale, souhaitée par le PCI. Celui-ci s'est usé à son tour dans un soutien constant à la politique du gouvernement démocrate-chrétien, sans jamais obtenir en contrepartie, les postes gouvernementaux qu'il réclamait. En le conduisant à l'impasse, en ne lui accordant rien, la DC a contraint le PCI à se retirer de la majorité gouvernementale, au début de cette année. Tous les pronostics annoncent aujourd'hui un recul électoral du PCI et une légère avancée de la DC. Le PCI craint aujourd'hui de se trouver rejeté dans l'opposition pour une trop longue période. L'éventualité, selon les résultats des élections, de la formation d'un gouvernement centre-gauche, de la DC avec le PS, n'est pas exclue. La stratégie du «compromis historique» a donc du plomb dans l'aile.

La direction du PCI a quitté la majorité avec l'espoir de faire pression sur la DC pour être admis au gouvernement. Mais, les élections anticipées ne peuvent être que défavorables à ce parti qui n'a pas obtenu de ministres et a su seulement offrir ses services de «sapeurs-pompiers» de la lutte de classes.

La surenchère du PCI vis-à-vis de la DC, à l'occasion de l'affaire

Moro, pour la défense du régime (qui n'est pas avec l'Etat est avec les brigades rouges), ses appels incessants à «l'esprit de responsabilité» des travailleurs, à «l'auto-limitation» de leurs revendications, s'inscrivant dans la politique de collaboration de classes prônée de façon outrancière depuis 1976, ont pesé négativement sur les possibilités de développement des luttes ouvrières.

Cette politique a favorisé les courants d'idée selon lesquels la seule issue est le développement des «luttes sociales», hors de la politique. A cet égard, l'affirmation positive de l'autonomie syndicale peut avoir un revers : celui du repliement sur l'activité syndicale, en nonçant à toute bataille politique mettant en cause directement le régime lui-même. C'est aussi ce contexte suscité par la politique du PCI qui a pu nourrir les tentatives désespérées de l'action «autonome», dans certaines fractions de la jeunesse, pour qui les perspectives d'avenir étaient bouchées.

Mais, la politique du PCI qui a suscité interrogations et méfiance croissante au sein de la classe ouvrière, n'a pu empêcher que la contestation de masse de la politique d'austérité (par exemple, la manifestation des 200 000 métallos à Milan, fin mars, le jour de l'ouverture du congrès du PCI), s'affirme ces derniers mois

dans le gouvernement, mais on ne peut pas rester une simple caution sans avoir l'avantage du pouvoir que confèrent les postes gouvernementaux. Or, ces derniers jours, tout en maintenant cette position, la direction du PCI, dans ses déclarations, n'a plus critiqué «l'unité nationale» sous la forme où elle avait prévalu précédemment ; il a, au contraire, parlé de ses «aspects positifs».

UN EVENTUEL GOUVERNEMENT DC - PS

les démocrates-chrétiens sont unanimes pour dire que le PCI ne doit pas renfermer au gouvernement. Toutefois, ils ont entre eux des divergences sur l'attitude exacte à adopter. Pour ce qu'on appelle la gauche de la DC, représentée par son secrétaire actuel, Zaccagnini, il faut contraindre le PC à continuer comme avant, c'est-à-dire obtenir son soutien, sans lui accorder de portefeuilles ministériels. Pour Zaccagnini, c'est non seulement possible, mais nécessaire. «Sans le soutien du PC, dit-il, le pays est ingouvernable».

La droite de la DC, quant à elle, représentée par Fanfani, président du Sénat, estime qu'il faut désormais refuser même un simple soutien du PC, il faut le rejeter dans l'opposition et convaincre le PS de former avec la DC un gouvernement dit de centre-gauche.

Dans ces conditions, le PS, qui n'a pas fait plus de 9 % des voix aux élections de 1976, peut cependant avoir un rôle-clé. Jusqu'à présent, l'apport de ses «voix» ne pouvait pas avoir un rôle déterminant, mais si la DC progresse au point qu'en s'ajoutant avec le PS, cela fasse un peu plus de 50 % des voix, des conditions favorables seraient créées pour s'acheminer vers un gouvernement centre-gauche PC - PS. La direction du PS semble favorable à la perspective d'une telle alliance.

LE PCI SUR LA DEFENSIVE

Le PCI paraît inquiet de cette éventualité, qui ruinerait quelque temps ses espoirs, d'ailleurs jusqu'ici bien déçus, de conquête des ministères. Les nuances apportées en cours de route, par rapport au début de sa campagne, reflètent sans doute sa crainte de voir ses exigences, si elles sont trop nettement affirmées, faire le jeu de la droite de la DC, qui souhaite le rejeter dans l'opposition. «La situation qui a prévalu jusqu'à présent n'est pas viable, on ne peut pas continuer à soutenir un gouvernement de cette façon» : ce thème martelé au début de la campagne du PCI était au centre des décisions adoptées à une large majorité à son congrès d'avril : ou on est dans l'opposition, ou on est

dans le gouvernement, mais on ne peut pas rester une simple caution sans avoir l'avantage du pouvoir que confèrent les postes gouvernementaux. Or, ces derniers jours, tout en maintenant cette position, la direction du PCI, dans ses déclarations, n'a plus critiqué «l'unité nationale» sous la forme où elle avait prévalu précédemment ; il a, au contraire, parlé de ses «aspects positifs».

Cette attitude au cours de la campagne montre que la direction du PCI est sur la défensive.

LA CRAINTE DES LUTTES

La position du PCI est d'autant plus inconfortable qu'il risque de se trouver confronté, au lendemain des élections, à une vague de luttes animées par les syndicats qui, ces derniers mois, à l'occasion du renouvellement des contrats de travail, ont tenu à prendre leurs distances par rapport à la politique dite de «compromis historique», et sa logique de «paix sociale».

Ainsi, alors que le contrat concernant les métallos était mis en discussion peu après la dissolution du Parlement, la direction du PCI avait insisté pour que les négociations se déroulent très vite, mettant en avant l'idée qu'il fallait éviter de provoquer des grèves pendant la campagne, qu'il «pourrait effrayer les électeurs».

Depuis une dizaine de jours, les syndicats ont stoppé les mouvements en cours, mais avec la perspective d'une reprise au lendemain des élections. D'ores et déjà, le syndicat unitaire des métallos, qui a renoncé aux grèves durant la campagne, a lancé un mot d'ordre de grève générale pour le 23 juin, après la mise en place du nouveau gouvernement. Ce syndicat, dont la plate-forme est en contradiction ouverte avec la politique d'austérité appuyée jusqu'ici par le PCI, qui n'a pas changé d'avis là-dessus, a été l'initiateur dans les derniers mois d'importants mouvements de grèves, de manifestations, et d'occupation d'usines. Mais, dans son espoir de gouverner avec la DC, la direction du PCI est en porte-à-faux, elle ne peut que rester hostile à une remise en cause de la «paix sociale». Elle espère toujours être admise dans un futur gouvernement en faisant la preuve que le PCI est un parti «responsable», apte à gouverner les affaires du capitalisme italien.

Correspondant de ROME

Naples : le mouvement des chômeurs organisés

Par Pepe Morrone

Naples c'est une des plus grandes villes d'Italie, avec plus de deux millions d'habitants. C'est aussi, quand on vient du Nord, l'entrée du Mezzogiorno, ce Sud qui forme une «autre Italie». L'aspect même de la ville reflète les conditions dans lesquelles s'est faite l'unité du pays, la rencontre entre la bourgeoisie moderne du Nord et les propriétaires fonciers du Sud. Naples n'a pas été modernisée. Les conditions de vie semblent appartenir au passé, pourtant la ville est bien intégrée dans la production capitaliste qui a été énormément décentralisée pour renforcer l'exploitation et faire obstacle à l'organisation de la classe ouvrière.

Naples, c'est aussi une ville administrée par le PCI, une

«Je m'appelle Pepe Morrone. De 1974 à 1978, j'ai participé au mouvement des chômeurs organisés à Naples. Depuis un an, j'ai obtenu un travail, grâce à notre lutte. Mais il s'agit d'un travail instable, grâce à notre lutte. C'est un travail de restauration des monuments, par exemple la restauration du poète latin Virgile ! Avant d'être engagé dans le mouvement des chômeurs organisés, j'avais eu déjà un travail instable à Naples et en Sardaigne. J'ai été également ouvrier à Milan et en Allemagne. Aujourd'hui, je vis à Naples dans une maison occupée, avec ma campagne et sa fille. Je suis candidat aux élections législatives, sur la liste de la «Nuova sinistra unita» (nouvelle gauche unie). Mais, nous les chômeurs organisés, nous avons plus confiance dans la lutte des masses exploitées et opprimées que dans ce qu'on peut faire au Parlement.»

liers fabriqués à Naples arrivent sur le marché européen avec la marque Varese et Vigevano. Pour ce secteur, nous disposons de données précises, sur l'emploi en Campanie. Durant la période 1961-1971, par exemple, on a eu 2 000 suppressions d'emplois ; par contre, dans la même période, la production a énormément augmenté : on est passé, en effet, de 33 millions à 172 millions de chaussures exportées. D'une part, une partie des usines de cette branche a introduit un processus de mécanisation, d'autre part, une autre partie importante du processus de fabrication a été transférée à domicile. Même une partie de la production de la métallurgie a été décentralisée en-dehors des usines. C'est le même cas pour Alfa-Sud (Alfa-Roméo), la plus grande

commune d'Acerra, une commune de la banlieue de Naples, etc.)

Les conditions d'hygiène et la situation sanitaire sont déplorable : les services municipaux de ramassage d'ordures fonctionnent mal, les hôpitaux sont défectueux, il y a un manque de médecine préventive. La mer est polluée et les égouts, surchargés, éclatent parfois. Vous savez sans doute qu'il y a eu une épidémie de choléra à Naples en 1973, et que cette année on a eu une épidémie de maladie des voies respiratoires qui frappe surtout les nouveaux-nés et les enfants en bas âge. Mais il ne faut pas oublier non plus que nous avons à Naples, à l'état endémique, l'hépatite virale, le typhus et d'autres maladies contagieuses.

Les structures de l'éducation

du centre-ville historique. Et c'est justement dans ce centre-ville historique que se sont organisés les premiers chômeurs, notamment le comité de Vico Cinquesanti. Les premiers 700 chômeurs organisés de 1975, inscrits sur les listes du mouvement, sont devenus en 1976, 15 000 et l'organisation acquies une capacité de mobilisation, pour les manifestations, de plus de 5 000 personnes.

Dès le début, les chômeurs organisés regroupaient : des travailleurs qui, tout en n'ayant pas un travail stable, refusaient le travail «noir», des ouvriers de la grande industrie napolitaine en cours de restructuration selon le niveau national et européen, des émigrants qui étaient partis chercher du travail dans le Nord de l'Italie ou ailleurs en Europe, et qui



«C'est justement dans ce centre-ville historique que se sont organisés les premiers comités de chômeurs...»

usine de Naples, dont la production de certains ateliers a été complètement décentralisée dans une myriade d'ateliers minuscules de la région napolitaine.

Ces faits montrent que le travail «noir», en général, et le travail à domicile, ne sont pas dans notre société une survie pré-capitaliste, mais ils sont fonctionnels pour le capitalisme italien aujourd'hui et sont engendrés par lui.

Dans le secteur du bâtiment aussi, presque tous les chantiers se servent du travail «au noir». Enfin, il faut ajouter que 60 000 personnes gagnent leur vie à Naples avec la contrebande des cigarettes !

Cette situation devient encore plus grave si l'on envisage la situation globale de la ville : il y a le manque criant d'appartements, avec une densité par mètre carré qui est parmi les plus élevées d'Europe. Des familles entières vivent dans une seule chambre. Le mouvement de lutte pour le logement a toujours été très fort à Naples et dans les derniers mois, on a assisté à un développement de la lutte (par exemple dans la

nationale elles-mêmes sont très mauvaises. Le manque de locaux est tel que la classe est organisée par roulement. Les élèves s'y rendent «par équipes» : une partie y va le matin, une autre l'après-midi, et même parfois une autre partie encore, le soir. Une partie des enfants, ceux qui sont issus des familles les plus pauvres, échappent à la scolarité obligatoire, car s'ils sont mal notés, ils sont envoyés à la recherche de travail avant d'avoir atteint la limite d'âge scolaire.

Dans Naples, on manque aussi d'équipements pour les loisirs, le sport, les associations de jeunes. Il n'existe pas non plus d'espaces verts, ni de terrains de jeux pour les enfants.

C'est dans cette situation, au début de 1975, après l'épidémie de choléra, qu'est né le mouvement de chômeurs organisés de Naples. A Naples, nous n'avons pas encore eu un préfet Haussman, comme à Paris, pour chasser le prolétariat

étaient rentrés au pays, des jeunes à la recherche d'un premier emploi, des femmes qui refusaient d'être confinées au travail domestique ou qui étaient obligées de chercher un emploi à cause de leur situation familiale, des employés de cafés ou de restaurant licenciés, des petits vendeurs sur la place publique, touchés par les dispositions de lois sur le choléra, des handicapés ; aussi, des petits délinquants.

On nous traitait de sous-prolétaire, de délinquants. Nous ne sommes pas des sous-prolétaires, nous ne sommes pas la lie de la société, nous sommes l'armée de réserve du capital.

Le parti communiste nous traitait de plebe, de «popolino» (littéralement «petit peuple»), ce pour lui, celui qui n'obéit pas à ses directives, n'a pas le droit d'appartenance à l'armée du travail, il n'a pas le droit de revendiquer la dignité d'appartenance à la classe ouvrière.»

Nous publierons la suite de ce témoignage, dans le dossier de la semaine prochaine sur les expériences de luttes contre le chômage, en Europe. Nous publierons dans le prochain numéro du Quotidien du Peuple un aperçu des listes de l'extrême-gauche italienn

Terrorisme...

La campagne électorale a été marquée par un grand nombre d'attentats terroristes, dont le plus spectaculaire et le plus sanglant restera celui qui a été perpétré le 3 mai, au second jour de la campagne, contre le siège romain de la Démocratie chrétienne, en plein centre de la capitale, par un commando de plus d'une vingtaine de personnes. L'attentat, qui a fait plusieurs victimes, avait été revendiqué par les «Brigades rouges».

Cet attentat a été exploité par la DC de deux manières. D'abord, quelques jours après, elle a décidé de faire appel à l'armée, notamment au contingent, pour faire surveiller les bâtiments publics, les sièges des partis, les centrales, etc.

Cette mesure, prise par décret, sans limitation dans le temps, est anticonstitutionnelle. Comme d'autres mesures dans un passé récent, elle s'inscrit dans une tentative de limitation des libertés démocratiques, réalisée à la faveur d'actions terroristes. On a vu ainsi durant quelques jours des déplacements d'auto-mitrailleuses et d'autres véhicules blindés, destinés à impressionner, mais dont l'efficacité contre le terrorisme n'était vraiment pas évidente.

La mesure a été assez vite levée, la DC pas plus que le PC ne souhaitait aller trop loin, semble-t-il, dans la création d'une atmosphère de guerre civile. C'est ainsi que ces derniers jours, lorsqu'on circulait dans les rues de Rome, on ne voyait que très peu de soldats ou de policiers ; n'était apparent qu'un dispositif très allégé, surtout pour la garde des ministères, avec un soldat par ci, par là.

La DC a mis en avant les mesures prises à la suite d'un attentat perpétré ainsi contre elle pour se présenter comme le rempart irremplaçable de l'Etat et de l'ordre, le meilleur «défenseur des citoyens».

Par rapport à la période de l'affaire Moro, la situation des deux partis s'est inversée. Lors de cette affaire, c'est le PC qui était à l'offensive, n'hésitant pas à faire de la surenchère vis-à-vis de la DC sur le thème de la défense de l'Etat, y compris

en mettant en situation inconfortable ceux qui, dans la DC, étaient favorables à une négociation pour sauver Moro. Cette fois, c'est la DC qui est à l'offensive et le PC, actuellement dans l'opposition parlementaire, est beaucoup plus sur la défensive, car il craint que la DC, qui pour le moment reste seule à gouverner, tire profit des mesures qu'elle prend. C'est ainsi qu'après les arrestations opérées ces dernières semaines, dont celle de Negri, l'Unita, l'organe central du PCI, a évoqué «Le profil électoral que certains cherchent à tirer des arrestations». Il faut noter que la DC a cherché à gêner le PCI en développant une agitation sur le thème : le PCI c'est la même famille que les B.R., ceux-ci sont les fils «illégitimes» mais les fils spirituels, tout de même, du PCI !

Face à ces attaques de la DC, le PCI a réagi en déclarant : «Il faut l'unité politique contre le terrorisme». Par rapport aux mesures prises par la DC tel que le recours à l'armée, il s'est contenté de faire des objections «techniques» du genre : «Le contingent n'est pas formé pour lutter contre les terroristes». Globalement dans cette affaire, le PCI s'est donc retrouvé là aussi sur la défensive par rapport à la DC.

A propos du terrorisme, on parle maintenant en Italie de «terrorisme diffus». Il semble qu'à côté des actions «sophisticquées» des «Brigades rouges» il y ait une multitude de petites actions violentes telles que des coups de feu contre des petits chefs dans des usines, et dont le lien avec les «Brigades rouges» n'est pas toujours évident. L'éclosion de petits groupes passant à l'action violente paraît liée à la crise de «l'autonomie» confrontée à une impasse politique. On dit que certains groupes de «l'autonomie», parfois présente dans des entreprises avec des groupes syndicaux et qui existaient jusqu'à présent, se dissolvent et se lancent parfois dans la pratique du terrorisme «à où ils sont».

Ce phénomène dangereux risque d'être exploité par la DC et le PC qui, dans leur surenchère, se retrouvent du moins pour essayer d'assimiler révolutionnaires à terrorisme.

verra le jour après les élections du 3 juin, ainsi que sur le terrorisme, que l'accent est mis. La question de savoir où se retrouvera le PCI : dans l'opposition, dans le gouvernement ou dans la majorité gouvernementale comme avant, alimente la plupart des commentaires de la campagne. Il est vrai que c'est le retrait du PCI de la majorité gouvernementale et son retour dans l'opposition parlementaire qui avait provoqué l'actuelle crise gouvernementale, et débouché finalement sur des élections anticipées ? Le retrait du PCI avait été lui-même motivé par l'opposition jamais démentie de la DC, à la présence de ministres du PC dans le gouvernement, avec les démocrates-chrétiens. Rien n'indique que la DC revienne là-dessus. Rien n'indique non plus que le PCI modifie sa

stratégie du «compromis historique» : il n'a en effet rien d'autre à proposer que de gérer avec la DC, la crise italienne, en vue de prendre ultérieurement le contrôle de l'Etat italien, toujours entre les mains de la DC.

ON N'A PAS DÉPLACÉ LES FOULES !

Il est à noter que le déroulement de cette campagne aura été totalement différent des précédentes, notamment de celle de juin 1976. D'habitude, il y avait d'immenses meetings et rassemblements populaires, en particulier ceux organisés par le PCI. Rien de tel cette année. Il y aura eu tout au plus deux ou trois meetings du PCI à Rome, alors qu'il y en avait au moins une douzaine lors des autres campagnes.

Même le meeting de clôture de vendredi, avec Santiago Carillo, le secrétaire du PC espagnol a été très peu annoncé. Cette manifestation d'«eurocommunisme» visait à souligner publiquement l'indépendance, qui est d'ailleurs toute relative, du PCI par rapport à l'URSS. Pas de bataille d'affiches non plus. D'aucuns invoqueront les «nouvelles techniques» : en effet, à Rome, une large partie de la campagne électorale s'est déroulée par le biais de la télévision. Il y a dans la capitale italienne au moins une trentaine de chaînes de TV privées et locales qui, tous les soirs, retransmettaient les débats politiques des partis. En réalité, il faut plutôt rechercher du côté d'une baisse d'intérêt vis-à-vis de ces élections, et d'un malaise face à une situation politique bloquée.

Pour le PCI, les conclusions de son récent congrès, début avril, reconduisant purement et simplement l'orientation précédente, qui ne lui a pas permis d'arriver au gouvernement mais qui a contribué à développer la politique d'austérité depuis les élections de 1976, n'étaient sans doute pas de nature à susciter l'enthousiasme des militants.

D'autant qu'à ce Congrès, le PCI avait donné l'exemple du silence sur les questions brûlantes préoccupant les masses. C'est ainsi que les débats avaient été des plus discrets sur les luttes ouvrières et le mouvement syndical, alors que la période était marquée par une mobilisation importante dans la classe ouvrière, notamment chez les métallos et un débat animé, atteignant tout le mouvement syndical à propos de la politique à suivre à l'égard des

Le Pavé dans la MARNE

issn 0180-2595 n°10

PRESSE PARALLELE : DES VOIX DIFFERENTES

A l'occasion de notre série sur la presse parallèle, nous avons posé une série de questions à l'équipe du Pavé dans la Marne, mensuel local publié à Reims. Nous livrons aujourd'hui à nos lecteurs les réponses apportées collectivement par la rédaction. En souhaitant que le débat continue !



QU'EST-CE QUE LE PAVÉ

UN MENSUEL PUBLIE PAR UNE ASSOCIATION (du même nom) DANS LAQUELLE TOUTE DECISION, TÂCHE, ACTION EST SOUMISE PUBLIQUEMENT EN REUNION HEBDOMADAIRE

- FAIT PAR DES GENS DE LA REGION, NOTRE BUT EST DE REDONNER A TOUS LES NOYENS DE S'EXPRIMER, D'ECHANGER LES EXPERIENCES, LES PROBLEMES, LES LUTTES

- IL N'EST LE RELAIS D'AUCUN PARTI, EST TOTALEMENT AUTONOME ET ESSAIE SIMPLEMENT DE PROMOUVOIR UN VECU MYSTERIEUSEMENT OUBLIE PAR UNE GRANDE PRESSE.

POUR TOUT CONTACT :
Tous les lundis 20^h30
20, rue MC Fouriaux
Reims

ou écrire à : B.P. 26
51350 CORMONTREUIL

► - Le premier numéro du Pavé est paru peu avant mars 1978, à quelques mois des législatives. Est-ce seulement une coïncidence ? Autrement, comment l'idée de créer Le Pavé vous est-elle venue ? Comment s'est-il constitué ?

Une équipe se constitua autour d'un projet. Nous partions d'une constatation : nous en avions marre de ce que nous donne à lire une certaine presse qui fait de «la résistance à l'information». On était animé d'un désir de contre-informer, c'est-à-dire de donner des informations que l'on ne retrouve pas dans la grande presse habituelle. Mais, pour nous, il ne s'agissait pas de devenir des journalistes, c'est-à-dire des spécialistes qui parlent et écrivent à la place de ceux qui sont directement concernés, qui pondent des articles sur les luttes, les conditions de travail ou de vie des autres. Pour nous, l'information écrite d'un vécu doit être directe !

D'après notre réponse à la question précédente, Le Pavé n'est donc pas la manifestation pour ceux qui en sont à l'origine, d'une volonté de peser sur les choix de l'Union de la Gauche ou d'un quelconque pouvoir ou futur pouvoir. La démarche du Pavé pour ceux qui en furent à l'origine est née d'un refus de la politocallerie habituelle. La politique, c'est pour nous tout ce qui fait notre quotidien. Le Pavé n'est qu'un outil, pour que les gens dépossédés de tout pouvoir puissent s'exprimer, puissent prendre leurs affaires en main. Tout cela, il ne faut pas se le cacher, même si nous n'avons pas de projet politique global commun (vu que nous ne sommes pas une organisation) pour vivre dans une autre société, mais aussi pour essayer de poursuivre dès maintenant autre chose quotidiennement.

Ne pas reproduire la division des tâches

► - Comment fonctionne Le Pavé ?

Chaque lundi, tous ceux et toutes celles qui sont partie prenante de la démarche du Pavé se réunissent à notre local, les articles sont lus, nous en discutons collectivement. Il est souhaitable que ceux ou celles qui ont fait un article soient présents pour le présenter. Mais notre démarche ne se limite pas aux discussions autour des articles, c'est aussi la réalisation collective de la maquette. Là, nous essayons que les auteurs d'articles réalisent eux-mêmes leur maquette. D'autres tâches matérielles, peut-être moins intéressantes, mais tout aussi importantes, doivent être collectives si l'on ne veut pas reproduire au sein du Pavé, la division des tâches que nous rencontrons dans le travail salarié : diffusion, ventes militantes, encartage, envoi aux abonnés(ées), réponse au courrier. Nous avons affiché dans notre local, les renseignements nécessaires à l'existence juridique d'un journal d'expression directe comme Le Pavé, afin que l'information, source de pouvoir, ne reste pas aux mains de quelques spécialistes !

Elections : silence !

La campagne électorale de mars 1978 nous permit de mieux nous définir. Le Pavé ne parle pas des législatives ! L'existence du Pavé n'est due qu'au refus de s'en remettre aux spécialistes quels qu'ils soient, y compris les politiciens ! Le projet du Pavé est d'être un lieu de prise en charge collective pour tout ce qui nous concerne, cela n'a rien à voir avec le fait de remettre notre vie entre les mains des politiciens (ou politicards vu que le chemin qui les sépare est horriblement court).

Nous refusons donc d'entrer dans le jeu des partis et des groupuscules, il est hors de question que Le Pavé serve de terrain de manœuvre d'un quelconque parti.

► - Le Pavé n'est-il pas la manifestation pour ceux qui en sont à l'origine, d'une volonté de peser sur les choix de l'Union de la gauche (si celle-ci avait gagné) ?

Susciter un débat

► - Quels sont les critères qui président au choix des articles ou qui éventuellement en modifient d'autres ?

Certains articles passent dans Le Pavé sans aucune modification. D'autres, après discussion, sont modifiés par l'auteur lui-même (précisions à apporter) ; seuls quelques articles en désaccord total avec la démarche du journal ont été refusés. Nous avons été amenés par exemple à refuser des articles d'informations générales n'ayant pas leur place dans un journal d'expression directe locale vu que ce genre d'articles se retrouve dans la presse habituelle. Quelques articles, théoriques ou idéologiques, non liés à une pratique ou à un vécu furent refusés. Mais, tous les articles passant dans Le Pavé ne sont pas forcément représentatifs de toute l'équipe du Pavé... Mais, acceptés majoritairement... Ils sont là pour susciter un débat... Deux textes peuvent être contradictoires, le débat n'en est que plus fructueux. Tout cela ne signifie pas «cet article n'engage que son auteur», mais Le Pavé n'est pas une boîte aux lettres ni un spectacle ! C'est un lieu d'information, d'échanges, de débats.

► - Quelqu'un peut-il parler au nom du Pavé, l'engager ? Sinon pourquoi ?

Le Pavé fonctionne en Assemblées générales. C'est là que sont pris les engagements collectifs. Le Pavé n'étant pas un parti, ni une organisation où règne la délégation de pouvoir, chaque personne y participant ne peut à l'extérieur que parler en son nom, à moins qu'elle applique une décision prise au cours d'une réunion.

«Anticommunistes primaires» ?

► - Votre journal a souvent dénoncé la fausse démocratie de la mairie, surtout les conceptions en la matière du PCF, vous avez employé le terme «détournement de la démocratie». Pouvez-vous expliquer votre point de vue ?

Ce n'est pas Le Pavé qui a parlé de détournement de la démocratie, ce n'est que l'avis d'un des participants du Pavé qui a rédigé un article.

Le Pavé n'a pas de position déterminée sur la question. Il a publié quelques articles sur les conceptions de la démocratie du PCF qui a le pouvoir au niveau municipal à Reims. Ces articles rentrent, soit dans le cadre de la contre-information (infos non diffusées par les canaux habituels de la presse et données par des personnes bien documentées sur la question) soit dans le cadre des rapports d'exploitation entre employés municipaux et patrons (la municipalité et plus précisément le PCF). Des débats qui eurent lieu au Pavé concernant certains de ces articles, mirent souvent l'accent pour que Le Pavé ne devienne pas un Canard enchaîné local avec une personnalisation excessive du pouvoir à Reims, ce qui interdit toute analyse sérieuse de la gestion de la ville, de la pseudo-démocratisation... etc..

► - Les articles publiés régulièrement montrant sous son vrai jour la gestion municipale ont donné lieu à l'accusation suivante : «Le Pavé fait de l'anticommunisme primaire». Qu'en pensez-vous ?

- Cette accusation changera-t-elle quelque chose ? Comment comptez-vous y répondre ?

Le vocable «anticommuniste» primaire ne peut nous être

attribué que par des politicards, et ne nous concerne pas, vu que nous nous situons sur un tout autre terrain. Nous ne voyons pas pourquoi nous devrions tenir compte de ce genre d'accusation.

► - Pourriez-vous donner des précisions sur les obstacles que la municipalité a mis à la diffusion du Pavé ?

L'existence du Pavé gêne tout pouvoir, qu'il soit de gauche ou de droite. Le PCF use depuis un an de son pouvoir municipal ou syndical (par l'intermédiaire de la CGT) pour interdire ou faire interdire Le Pavé à la vente. Il y a réussi, tout d'abord dans sa librairie, puis au cinéma «Le Familial» géré par la Maison de la Culture. D'autres tentatives, qui ont échoué pour l'instant, ont lieu dans un foyer de jeunes et d'éducation populaire FJEP.

En rupture avec le triste système d'exploitation

► - Envisagez-vous d'établir des liens avec d'autres journaux locaux ou de quartier ?

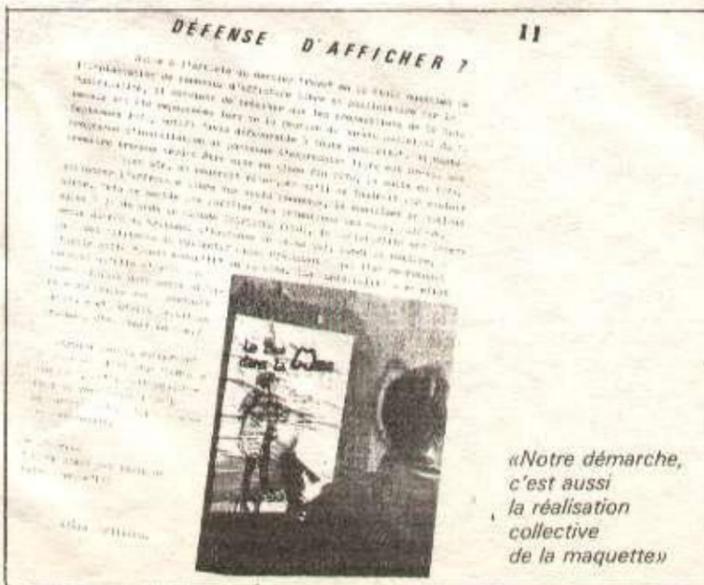
Il existe en France plus d'une centaine de journaux d'expression directe, ou de libre expression, ou encore de contre-information. Ces dénominations recouvrent des pratiques différentes, mais c'est un autre débat. Par souci de ne pas rester enfermés dans notre seule localité et par souci aussi d'échanger nos acquis et nos échecs, Le Pavé a déjà rencontré deux autres journaux d'expression directe : - La Crue d'Orléans et L'Energumaine du Mans dont les démarches ont des points communs avec les nôtres (cf : «N'être le relais d'aucun parti, être totalement autonome», «refus du journalisme», «outil pour l'expression directe du vécu quotidien», etc.). Il s'est dégagé un certain nombre de perspectives : solidarité face aux inculpations éventuelles et solidarité financière ; possibilité de reproduire des articles dépassant le cadre local avec l'accord de leurs auteurs.

Ce n'était qu'une petite rencontre (3 journaux seulement), d'autres devraient suivre avec un élargissement quant au nombre de canards participants.

► - Et l'avenir ? Vos projets ou vos autres réalisations (radio, luttes...) ?

L'avenir : Le Pavé s'attaque au domaine spécifique de l'information ; dans ce domaine, il a essayé de changer un type de rapports consommateurs sans contrôle et sans expression. Il est partie prenante de tous les mouvements qui, dans leur branche, essaient d'instaurer des relations en rupture avec le triste système d'exploitation dans lequel on vit. Nous projetons l'organisation en octobre d'une fête de la libre expression sur Reims. Nous tenons à préciser que la radio libre (Radio Many vesle) qui va bientôt émettre sur Reims est indépendante du Pavé dans la Marne, même si les deux démarches ont des points communs.

* Les intertitres sont de la rédaction du Quotidien du Peuple.

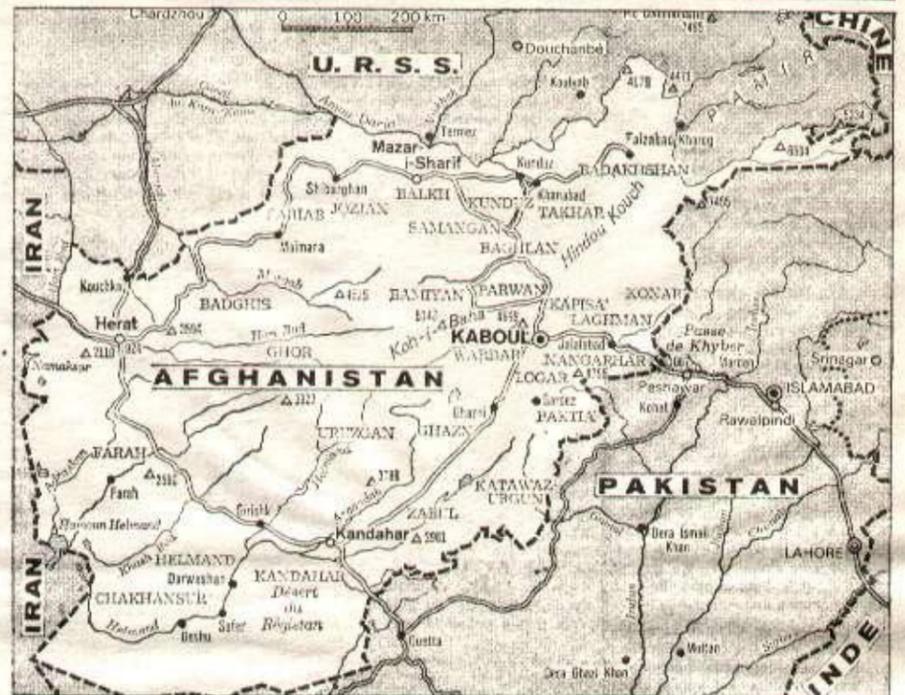


AFGHANISTAN

première nation indépendante en Asie

En même temps qu'il est engagé directement et par l'intermédiaire de ses alliés dans des interventions massives contre les peuples d'Erythrée et du Cambodge, le social-impérialisme soviétique, à sa frontière Sud poursuit depuis une agression contre le peuple d'Afghanistan sous prétexte de soutenir un régime étroitement lié à Moscou. Pour mieux comprendre la nature des luttes populaires qui se développent contre le régime de Taraki et son armée encadrée et équipée par l'URSS, il est utile de rappeler le rôle joué par l'Afghanistan dans l'histoire des luttes de libération et la tradition anti-impérialiste du peuple afghan. C'est ce que nous commençons à faire dans ce dossier constitué à partir d'informations fournies par l'Union des Etudiants Afghans en Allemagne.

Par Jean-Pierre CHAMPAGNY



AUJOURD'HUI EN LUTTE

CONTRE L'INTERVENTION SOVIETIQUE

Les rivalités impérialistes depuis la fin de la seconde guerre mondiale

Resté malgré son indépendance sous influence britannique jusqu'à la seconde guerre mondiale, l'Afghanistan, étant donné sa position stratégique, sera l'objet de tentatives d'implantation américaine au début des années

1950. Ceci au moment où l'impérialisme américain, qui tente d'étendre sa domination sur le monde entier, s'intéresse tout particulièrement aux régions d'Asie grâce auxquelles il veut encercler l'URSS et la Chine. De même, en développant une politique impérialiste et en se constituant en superpuissance quelques années plus tard, l'URSS marche sur les pas des anciens tsars qui voulaient s'assurer dans cette région un accès à l'océan Indien.



Pénétration économique de l'URSS : arrivée de marchandises soviétiques à la frontière.

1950. Ceci au moment où l'impérialisme américain, qui tente d'étendre sa domination sur le monde entier, s'intéresse tout particulièrement aux régions d'Asie grâce auxquelles il veut encercler l'URSS et la Chine. De même, en développant une politique impérialiste et en se constituant en superpuissance quelques années plus tard, l'URSS marche sur les pas des anciens tsars qui voulaient s'assurer dans cette région un accès à l'océan Indien.

De même, en développant une politique impérialiste et en se constituant en superpuissance quelques années plus tard, l'URSS marche sur les pas des anciens tsars qui voulaient s'assurer dans cette région un accès à l'océan Indien.

Les tentatives américaines

Après la seconde guerre mondiale, les USA proposent à l'Afghanistan, comme à beaucoup d'autres pays du Tiers Monde, une « aide au développement ». Pendant quelques années, l'aide américaine sera la plus importante.

En 1953, lorsque Mohammed Daoud prend la tête du gouvernement, il demande aux USA de lui vendre des armes. Mais le renforcement des liens avec l'impérialisme US se heurte à un obstacle : il existe un important contentieux territorial entre l'Af-

ghanistan et le Pakistan, étant donné que deux provinces rattachées au Pakistan sont peuplées de Pachouns (ethnie dominante en Afghanistan). Or, la condition mise par les États-Unis à la fourniture d'armes, c'est que l'Afghanistan soit associé au Pakistan dans le cadre du CENTO (pacte militaire dirigé par les Américains et regroupant alors la Turquie, l'Iran et le Pakistan). Daoud, ne pouvant se mettre

La pénétration soviétique

d'accord avec les USA sur cette question, se retournera vers l'Union soviétique pour obtenir une aide militaire. C'est pourquoi l'Afghanistan constituera un trou dans le dispositif militaire américain en Asie. En échange de travaux d'infrastructure (construction de routes et d'aéroports) et de son aide militaire, l'URSS, engagée dans la restauration du capitalisme, va imposer à l'Afghanistan un véritable pillage de ses ressources (gaz naturel, coton, laine). Dès le plan quinquennal de 1956, l'aide soviétique est plus importante — le double — que l'aide américaine (150,3 millions de dollars contre 82 millions). Comme en Inde, l'aide soviétique encourage la création d'un secteur capitaliste d'État pour qu'il serve de point d'appui à la pénétration soviétique.

Cependant, ce renforcement des liens économiques ne s'accompagne pas d'une insertion du pays dans la zone d'influence soviétique. En effet, le roi Zahir et les autres dirigeants maintiennent des liens avec les Occiden-

LA TRADITION DE LUTTE ANTI-IMPÉRIALISTE

Dès le début du XIX^e siècle, l'Afghanistan a dû faire face aux tentatives de la Grande-Bretagne pour le coloniser.

La première tentative remonte à 1838. Les forces britanniques installées en Inde, et s'appuyant sur un monarque afghan réfugié dans ce pays (Chah Shojah) envahissent l'Afghanistan. La résistance du peuple afghan prit la forme d'une guerre, la première guerre afghano-britannique, qui dura quatre ans et se termina par une défaite humiliante de l'armée britannique.

Cependant, du fait de la nature de classe des dirigeants de cette résistance, qui étaient essentiellement des féodaux, l'Afghanistan ne put conserver son indépendance. Avec la complicité d'une partie des propriétaires fonciers, les Britanniques tentèrent à nouveau d'envahir le pays : ce fut la deuxième guerre, de 1878 à 1880. Bien qu'ils aient subi de lourdes pertes, les Britanniques parvinrent cette fois à prendre le contrôle du pays.

PARTAGE D'INFLUENCE AVEC LA RUSSIE

En 1906, la Russie et la Grande-Bretagne se mirent d'accord pour signer un traité selon lequel l'Afghanistan était considéré comme un protectorat anglais par les Russes. En revanche, l'impérialisme britannique acceptait de limiter sa présence militaire en Afghanistan et de ne pas se servir de ce pays pour mettre en cause la sécurité de la Russie. Pendant cette période, l'Afghanistan perdit une partie de son territoire au profit de l'Inde, colonie britannique.

UNE INDEPENDANCE SALUEE PAR LENINE

En 1919, à la suite d'une grande mobilisation des forces populaires, cette fois sous la direction de dirigeants nationalistes et anti-impérialistes

relativement conséquents, comme le roi Amanoullah, le peuple afghan était victorieux de l'armée britannique et obtenait son indépendance complète.

Cette victoire occupe une place importante dans l'histoire des luttes anti-impérialistes. En effet, l'Afghanistan fut le premier pays en Asie à vaincre l'impérialisme et à obtenir son indépendance. Lénine devait saluer cet événement à sa juste valeur, et établir des relations diplomatiques et des rapports amicaux avec l'Afghanistan indépendant. Dans la période critique durant laquelle l'URSS doit, au lendemain d'octobre 17, faire face aux interventions étrangères, l'Afghanistan joua un rôle positif en refusant le passage aux armées impérialistes.

L'ECHEC DES REFORMES

Le roi Amanoullah, qui régna dix ans, tenta d'imposer au pays une « occidentalisation » rapide. Cette tentative de modernisation, plaquée sur des conditions économiques et sociales arriérées, provoqua un mécontentement populaire important. Les milieux conservateurs en particulier religieux, utiliseront ce mécontentement pour renverser le régime d'Amanoullah en 1929.

C'est la dynastie de Mohammed Zai qui gouverna ensuite l'Afghanistan, pendant près de cinquante ans, jusqu'au coup d'État d'avril 1978. Sous cette dynastie, l'Afghanistan s'est transformé en pays semi-féodal et semi-colonial. La bourgeoisie nationale qui s'était développée avant la seconde guerre mondiale n'est pas parvenue à imposer des changements de la structure économique et sociale. Tout en maintenant pour l'essentiel la société féodale, les classes dirigeantes vont compter essentiellement sur l'aide étrangère pour le développement du pays. Cette attitude favorisera d'abord le maintien de la domination britannique puis la pénétration des États-Unis et de l'URSS.

taux, développent des relations amicales avec la Chine et tentent de pratiquer une politique de non-alignement. A partir de 1970-1971, la politique agressive de l'URSS, notamment l'intervention au Bangladesh, renforcera ces dirigeants afghans dans cette voie.

Un parti sur mesure

C'est pourquoi l'URSS va chercher dans le parti révisionniste afghan un appui politique qui lui est refusé par les classes dirigeantes. Il s'agit du parti Kalk, créé en 1964, à l'initiative notamment de l'ancien Premier ministre Daoud. Ce parti, duquel se séparent assez rapidement les militants marxistes-léninistes, se révèle très proche des thèses soviétiques : il défend en particulier l'idée d'un « passage au socialisme » par le renforcement du secteur capitaliste d'État.

Cependant, ce parti ne parvient pas à se développer ni à organiser les masses populaires.

Après le mouvement d'octobre 1965, à Kaboul, réprimé dans le sang, un essor des luttes populaires apparaît en Afghanistan, grâce auquel les forces révolutionnaires gagnent une audience, tandis que les thèses révisionnistes sont de moins en moins crédibles et que l'image de l'URSS se ternit. C'est pourquoi Moscou va conseiller au parti révisionniste de concentrer ses efforts sur l'armée en vue de réaliser un coup d'État pro-soviétique sans avoir autant besoin de rechercher l'appui d'un mouvement populaire. Cette stratégie de noyautage de l'armée est largement facilitée par l'aide militaire apportée alors par l'URSS où des centaines d'officiers afghans sont formés... et « éduqués » !

S'appuyant sur ce courant pro-soviétique dans l'armée, Daoud organise un premier coup d'État en 1973. Daoud, ancien Premier ministre, artisan du rapprochement avec l'URSS et fondateur du parti révisionniste, re-

fusera pourtant de s'aligner purement et simplement sur l'URSS. Tout en ouvrant davantage le pays à l'URSS dans les domaines économique et militaire, il tente de poursuivre une politique extérieure indépendante : c'est ainsi qu'il normalise les relations avec le Pakistan et se rapproche de l'Iran et des pays arabes.

C'est — semble-t-il — parce qu'il n'accepte pas de se conformer aux plans soviétiques de domination du monde que Daoud est renversé le 27 avril 1978. Il s'agit d'un coup d'État militaire organisé par la fraction pro-soviétique de l'armée et les quelques milliers de membres du parti révisionniste. En un an, les nouveaux maîtres de l'Afghanistan ont vu pratiquement toutes les ethnies et les couches sociales se soulever contre leur pouvoir. Une intervention soviétique de plus en plus massive ne les a pas empêchés de perdre le contrôle de la plus grande partie du pays.

Dans notre prochaine édition Au sujet de la situation actuelle en Afghanistan Interview d'un camarade de l'Union des Etudiants afghans en Allemagne

Centrale nucléaire de Cattenom

UNE LUTTE DE LONGUE HALEINE

Interview
de
Gérard Bottella
Membre
des Amis de la Terre
de Thionville

recueillie
par notre correspondant

Où en est la mobilisation ?

G.B. : Après les législatives, il y a eu une démobilitation. Pourquoi ? Parce qu'énormément de gens de la région qui menaient la lutte antinucléaire ont placé beaucoup d'espoir dans l'arrivée de la gauche au pouvoir. Il faut dire que dans le mouvement antinucléaire de la région, il y a eu pas mal de notables... Bien sûr, des paysans et même des ouvriers étaient également présents... Mais ces derniers étaient peu nombreux. C'est vrai que le milieu ouvrier semblait peu concerné par la lutte contre Cattenom, pour différentes raisons, peut-être aussi parce que le travail des antinucléaires ne s'est pas assez porté sur le monde ouvrier. Après les législatives, il y a eu la manifestation à Cattenom le 4 juin 1978 à l'appel de la coordination internationale, regroupant les comités et associations de la région mais également du Luxembourg et d'Allemagne. La préparation de cette manifestation a permis la création de nombreux comités antinucléaires dans toute la région. Mais après la manifestation, les perspectives de lutte ont bien été bouchées... Dans les actions locales cela s'est traduit par un peu de harcèlement contre EDF pour empêcher les travaux, et s'est limité à des blocages de routes, de camions... Nous n'avons pas été capables d'offrir des perspectives. La plupart des comités ont disparu. Sont restés les plus importants qui ont continué la bagarre, mais avec moins de moyens. Sans se désintéresser de la lutte, beaucoup de gens ont baissé les bras, ils se sont dit : « Eh bien maintenant, la centrale elle se fait ! »...

La municipalité de Thionville porte-t-elle une responsabilité dans cette situation ?

G.B. : La municipalité de Thionville, lors des élections municipales avait pris des positions électoralistes. C'est une municipalité Union de la gauche ; elle avait pris position contre la centrale. Elle avait promis une commission extra-municipale sur le nucléaire, qu'il a fallu attendre six mois, et encore parce que l'ASVM (association de sauvegarde de la vallée de la Moselle) et les Amis de la Terre ont insisté. Le travail de cette commission a été très réduit : elle ne se réunissait qu'une fois tous les deux mois environ. Une réunion d'information a été entreprise sur le nucléaire avec la participation d'EDF, mais mal préparée parce qu'il y avait une mauvaise volonté de certains dans la commission. Et puis après, celle-ci s'est

Ce week-end, à la veille des élections européennes, d'importantes manifestations de protestation contre l'implantation des centrales nucléaires vont avoir lieu partout en Europe et jusqu'aux USA. Cattenom, en Moselle, sera l'une d'elles. Une manifestation, à l'appel d'une coordination internationale et organisée entre autres par les Amis de la Terre, les comités antinucléaires locaux, le PCR ml, l'UOP, la LCR, s'y déroulera, en liaison avec une autre manifestation contre la centrale de Remerschen au Luxembourg.

Sur le site de Cattenom, les travaux de terrassement et d'assise de la centrale ont commencé, EDF ayant trouvé une certaine complicité avec les propriétaires de terrains, telle

l'armée ou des communes, et les expropriations rondement menées (et qui le sont encore) à l'encontre des plus réticents.

Cette manifestation a lieu au moment où le mouvement antinucléaire est en pleine réflexion, expliquant pour une part le manque d'action. Mais elle pourrait marquer un tournant, notamment par l'importance des débats sur les perspectives qu'elle ne manquera pas d'occasionner avec des mouvements étrangers, notamment les Allemands qui viennent de faire reculer leur gouvernement avec le rejet du projet de Gorleben. Mais ces perspectives seront aussi conditionnées par la mobilisation qui s'y fera. Face au mépris du pouvoir et d'EDF, il convient qu'elle soit large et puissante.



Sensibilisation dans les rues de Metz, en 1978, contre la centrale de Cattenom

tellement confondue avec la municipalité, qu'elle a servi de lieu d'information, c'est tout.

Il y a eu la découverte de tractations avec EDF...

G.B. : En septembre dernier, nous sommes tombés sur une lettre du maire (Souffrin, PCF) dans laquelle il faisait état de négociations, de marchés à passer avec EDF. Entre autres, sur la construction de logements EDF, d'une station d'épuration... Il précisait dans la lettre que vue la construction imminente de la centrale, il fallait tenir compte des retombées économiques. On a fait tout de suite une lettre ouverte. Le maire a répondu que la construction était inévitable, qu'il fallait être « réaliste », et tirer le maximum de choses de cette centrale. Alors on a attaqué en disant que c'était abandonner la lutte. Suite à notre intervention il y a eu un certain blocage, on a même été interrompre une séance de négociations entre EDF et la municipalité. Ils étaient très gênés car ils ne s'attendaient certainement pas à nous voir... Souffrin a déclaré regretter ces fuites de l'information. Ensuite, en avril, il y eut une enquête d'utilité publique sur la modification du SDAU (Schéma directeur d'aménagement et d'urbanisme) pour implanter la voie ferrée qui devait relier Cattenom au réseau. La municipalité de Thionville a voté : tous les socialistes contre, le PCF a voté favorablement, ainsi qu'un radical de gauche, deux PCF se sont abstenus. La motion est passée.

Que pensez-vous de la position du PS ?

G.B. : A Thionville, au PS, il y a des antinucléaires et des pronucléaires. Les antinucléaires

sont majoritaires, mais des pronucléaires sont dans la municipalité, et ont de très bons rapports avec le PCF. Au PS, il y a, il faut le reconnaître, des militants qui sont très sincères. Il faut peut-être les prendre individuellement, bien sûr, parce que, quand même, le parti est derrière. Ainsi, lorsque Mitterrand est venu à Thionville, et qu'il a déclaré qu'après le moratoire, Cattenom se ferait de toute façon, la base a très mal pris cette déclaration. Ces militants, qui mènent la lutte contre Cattenom, se posent vraiment des questions par rapport à leur parti et beaucoup sont convaincus qu'ils ont une action à y mener.

Pourquoi le PS s'est-il retiré de l'appel à la manifestation du 4 juin ?

G.B. : La section d'Hettange-Grande a participé activement à l'organisation de la manifestation et le PS de Metz a apporté son soutien. Mais il y a eu une réunion départementale du PS où la bonne parole est arrivée de Paris et où on a décidé qu'il se retire. Mais les militants de ces sections, rappelés à l'ordre, étaient gênés de nous annoncer leur retrait de l'organisation de la manifestation. Mais le PS, sans être organisateur, a participé à cette manifestation. Il est certain que c'est une position électoraliste : à une semaine des européennes, il ne pouvait pas se permettre de louper le coche, mais cette participation ne s'est faite que par la pression des militants, c'est tout ce qu'ils ont pu obtenir de leur bureau départemental. (Il y a eu un vote des représentants des sections de Moselle : sur 48, 36 ont voté pour la participation).

Et qu'en est-il du PCF ?

Et après le 4 juin ?

G.B. : Le 4 juin permettra une réflexion collective, mais du point de vue du renforcement de la mobilisation c'est moins sûr... Il faut voir qu'il n'y a pas eu de victoire sur le nucléaire, alors on finit par s'essouffler... même si le mouvement antinucléaire s'est développé. D'autre part, des liens internationaux existent mais on a un peu négligé, ces derniers temps, les liens locaux avec la population. On en a ébauché avec les sidérurgistes, les entreprises en lutte. On n'a peut-être pas présenté les arguments nécessaires, utiliser les moyens adéquats. Mais on se heurte aussi au blocus des directions syndicales, quoiqu'il y ait des choses positives du côté de la CFDT.

Et quel a été l'impact des accidents de Harrisburg et de Gravelines ?

G.B. : Cela a eu un impact c'est sûr. Notre information là-dessus, est bien passée, mais cela n'a pas été suffisant dans la mesure où, finalement, tout est rentré dans l'ordre.

Pourquoi la démarche d'un moratoire ?

G.B. : Certes ce n'est pas très clair ; c'est un recul dans nos positions mais peut-être aurait-il pu élargir le mouvement... Mais cela ne résout pas la question de l'après-moratoire. Qui décidera après ? Il y a eu aussi l'exemple de Remerschen où ils ont obtenu dix-huit mois de blocage du programme nucléaire luxembourgeois... En plus, ce retard a permis la mobilisation d'une population qui ne se sentait pas concernée. En France, il faudrait peut-être essayer. En plus les Luxembourgeois auront toujours Cattenom ; Gaston Thorn, premier ministre du Luxembourg, négocie actuellement avec Barre sur l'utilisation de Cattenom.

Quels sont les acquis de la lutte menée ?

G.B. : Il y a une ossature antinucléaire qui existe. On se pose aussi la question de la radicalisation ; il faut peut-être démarquer des actions du type Longwy ? Et donc avoir aussi un appui local comme à Longwy. Mais il semble qu'on ne l'ait pas encore dans la région. Il y a une différence majeure entre Longwy où toute la population se sent concernée, ici, ce n'est pas le cas. Même si nos sondages vont jusqu'à 90 % contre la centrale. Notre perspective actuellement c'est de retarder au maximum les travaux de Cattenom.

Qu'attendez-vous du 4 juin ?

G.B. : On a répondu à un appel international : ce rassemblement peut permettre de renouer avec la discussion, de redéfinir de nouvelles perspectives de lutte. C'est ce que l'on s'est fixé l'année dernière, mais il y a eu des erreurs faites, les questions et les forums ont été seulement ébauchés, alors qu'il aurait fallu y consacrer plus de temps. Cette année bien sûr, le point fort du rassemblement sera les forums. On démontrera que le mouvement existe encore.

Le peuple irlandais en lutte sur tous les fronts (3)

Reportage de nos envoyés spéciaux

Dans le contexte actuel de la lutte sociale et de la lutte nationale en Irlande, il convient de mettre en lumière les grandes lignes du programme de la Résistance irlandaise. L'enquête que nous avons menée auprès des deux principales organisations républicaines irlandaises qui mènent actuellement la lutte armée au Nord permet de répondre à un certain nombre de questions. Ces deux organisations, le Sinn Fein provisoire et l'Irish Republican Socialist Party, qui trouvent leur prolongement

dans la lutte armée avec l'IRA provisoire pour le Sinn Fein et l'Irish National Liberation Army (INLA) pour l'IRSP sont les mouvements les plus importants actuellement en Irlande : en effet, le Sinn Fein Officiel (proche du PCI, parti révisionniste irlandais) s'est engagé dans une stratégie électorale. Les autres organisations (Peoples Democracy, Movement for a Socialist Republic, Independent Socialist Party, Communist Party of Ireland (ml) sont trop faibles pour représenter une alternative.

L'UNITE DE LA RESISTANCE IRLANDAISE A L'ORDRE DU JOUR

L'IRSP : LUTTE DE CLASSES ET LUTTE DE LIBERATION NATIONALE

Né d'une scission du Sinn Fein officiel, en décembre 1974, l'IRSP dut faire face, successivement à une triple répression : d'abord celle des officiels qui entamèrent une campagne de liquidation physique contre le nouveau parti, celle ensuite des Britanniques, plus logique ; celle enfin du gouvernement du Sud qui tente de criminaliser l'action de l'IRSP : un de ses fondateurs, Seamus Costello, a été assassiné à Dublin le 5 octobre 1977.

« Dans la situation actuelle, nous déclarer en substance Mick Plunkett secrétaire général de l'IRSP, nous sommes confrontés à une période d'opportunité pour la révolution, période marquée par un mouvement spontané des masses (réactions au problème de l'impôt, manifestations le 20 mars et le 1^{er} mai). Cependant nous devons prendre garde à ne pas opposer classe ouvrière et paysannerie, ce qui ferait le jeu du gouvernement qui a besoin d'une diversion pour éluder les nombreux problèmes sociaux actuels, mais diriger la colère des travailleurs contre les multinationales, qui ne paient pas d'impôt. Contrairement au Sinn Fein nous mettons en étroite relation la lutte sociale au Sud où nous tentons de mobiliser les masses et la lutte nationale au Nord. Mais, précise Mick Plunkett, comme le Sinn Fein, avec lequel nous entretenons de bons rapports, il n'est pas question pour nous de participer à des élections dans le Nord qui donneraient de la crédibilité aux Britanniques. Nous avons proposé aux autres organisations républicaines et socialistes, un large front de lutte visant à la souveraineté de toute l'Irlande, au désarmement des groupes unionistes, au retrait des troupes britanniques, à la libération des prisonniers politiques et à l'abolition des législations répressives. Notre interlocuteur se

refuse à répondre à des questions ayant trait à l'INLA : Armée de libération nationale irlandaise, proche de l'IRSP. Les deux organisations, si elles sont proches, sont distinctes, nous fait-il remarquer, afin que l'action politique ne soit pas à la remorque de l'action militaire et que le mouvement des masses puisse être organisé (allu-

taire en Ulster et une action politique, et seulement celle-là, dans la République d'Irlande : campagnes pour les droits civiques, pour le boycott des élections européennes, comme l'IRSP, présence d'une centaine de candidats aux élections locales du Sud le 7 juin, alors qu'au Nord les provos ne participent à aucune institution britanni-

diennes de prison d'Armagh sont à mettre sur le compte de la seule INLA, confirme-t-il.

Enfin Sean Halpenny chargé des Affaires étrangères au Sinn Fein, qui revient d'une tournée dans toute l'Europe, nous rappelle l'engagement contre la CEE et la plate-forme qui réunit des groupes po-



Dans les ghettos catholiques de Belfast ou de Derry, les enfants affrontent très tôt la réalité de l'occupation britannique.

sion évidente aux rapports Sinn Fein/IRA).

L'IRSP, nous apprend son représentant, allant plus loin que les provisoires, prévoit l'abolition totale de la propriété privée des moyens de production et la transformation en pays socialiste de ce qui est actuellement une colonie (le Nord) et un pays néo-colonial (le Sud), situation à rapprocher des pays du Tiers Monde. Dans cette Irlande laïque future la classe ouvrière protestante aura sa place et l'Eglise sera séparée de l'Etat.

LE SINN FEIN PROVISOIRE : POUR UNE IRLANDE FEDEREE

Le Sinn Fein, partant de la même analyse que l'IRSP (situation coloniale au Nord, néo-coloniale au Sud) est engagé dans une lutte politique et mili-

que : l'armée britannique a tué 200 provisoires et détient 2 000 prisonniers.

L'objectif poursuivi est, selon notre interlocuteur du Sinn Fein, « une République socialiste et démocratique de toute l'Irlande fondée sur un système fédéral, une fois détruite la domination britannique au Nord et au Sud, cette fédération ayant pour cadre les quatre provinces historiques ». La nationalisation des secteurs clés et des multinationales sera doublée d'un « pouvoir ouvrier » dans les usines.

Dans la lutte actuelle les provisoires n'entretiennent aucun rapport avec les organisations qui participent aux institutions britanniques. Ils ont de grandes convergences de vue avec l'IRSP (« petite organisation » selon notre informateur au Sinn Fein) tout en gardant une totale indépendance en matière militaire : les exécutions de Arey Neave et des gar-

diens de différents pays, surtout des minorités nationales (Corses, Basques, Catalans, Bretons).

Comme on le voit, les deux organisations que nous avons interrogées représentent des forces politiques et militaires convergentes sur un objectif commun : une Irlande réunifiée et socialiste, et des moyens communs : la lutte armée contre l'occupant britannique. Ces aspects unitaires l'emportent largement sur les différences d'analyses et d'objectifs. Cette unité de la Résistance Irlandaise est d'ailleurs une nécessité dans un moment où la situation économique (la crise) politique (accentuation de la répression prévisible avec Thatcher) et sociale (grèves) offre des possibilités d'une offensive généralisée en Irlande contre le capitalisme et l'impérialisme.

Seamus GONNE

Conseil de l'OTAN

ACCUEIL MITIGÉ DE SALT II

Malgré les efforts de Vance, secrétaire d'Etat américain, pour faire apparaître les accords Salt II comme étant d'une grande portée, la signature de l'accord américano-soviétique n'a pas suscité l'approbation unanime de l'ensemble des ministres des Affaires étrangères des pays de l'OTAN. François-Poncet, tout en saluant la conclusion des négociations américano-soviétiques, a refusé de se prononcer sur le contenu même des accords, tant que les textes n'auront pas été publiés. Il a indiqué que la France ne s'associerait pas aux prochaines négociations sur les armements stratégiques car son système de défense nucléaire à moyenne portée n'est pas de même nature que les armements des Etats-Unis et de l'URSS, qui eux, dépassent par leur portée le simple cadre de la défense. Le ministre fran-

çais des Affaires étrangères a salué la proposition des pays du pacte de Varsovie de convoquer une réunion de 35 pays européens pour l'examen des problèmes de désarmement : « Ce premier pas est intéressant mais insuffisant, notre véritable objectif est de discuter à 35 de tout le problème des armements conventionnels en Europe ». Au cours de la conférence, François-Poncet s'est, une fois de plus, félicité du comportement soviétique lors de la riposte chinoise à l'agression vietnamienne, marqué selon lui par « l'esprit de la détente ». La position française qui conduit à masquer le caractère agressif de l'URSS ira-t-elle jusqu'à accepter que Brejnev reprenne à son compte le plan de désarmement de Giscard en gommant tout ce qui concerne l'armement conventionnel qui gêne l'URSS ?

● Face à l'ampleur des bombardements israéliens, le Liban saisit le conseil de sécurité de l'ONU

Devant une situation qui s'aggrave de jour en jour en raison des bombardements israéliens incessants - ces derniers ont tué 13 civils et en ont blessé un grand nombre pour la seule journée de mercredi - le gouvernement libanais a demandé la réunion urgente du conseil de sécurité. D'autre part, le commandement commun de l'OLP et du mouvement national libanais a fait savoir par l'intermédiaire de Yasser Arafat qu'une réunion tripartite réunira prochainement des responsables syriens, palestiniens et du mouvement national libanais afin d'étudier les mesures à prendre pour organiser la riposte aux agressions sionistes contre la population palestinienne et libanaise. Dans un message adressé aux pays arabes, le président du comité exécutif de l'OLP leur demande d'apporter leur appui énergétique à la révolution palestinienne et au mouvement national libanais dans leur lutte contre les agresseurs israéliens qui n'hésitent pas à utiliser des bombes à billes et à cassettes, armes meurtrières et interdites.

● A La Dominique, l'armée tire sur les grévistes

Mardi, 10 000 personnes sur les 70 000 habitants que compte cette île située entre la Martinique et la Guadeloupe ont participé à la grève générale pour protester contre un projet de loi limitant les libertés syndicales et la liberté de la presse. Le gouvernement qui avait interdit tout rassemblement a fait intervenir l'armée tuant un manifestant et en blessant 7 autres, d'après un premier bilan officiel.

● Iran : poursuite des combats à Khorramshar

Jeudi après-midi selon la radio iranienne les combats opposant les autonomistes arabes aux comités Khomeiny et à la marine iranienne ont repris. Les insurgés se sont emparé d'un stock d'armes situé dans la caserne de gendarmerie de Khorramshar. Sur le port, des entrepôts ainsi que des réservoirs de pétrole ont été incendiés. L'état de siège a été décrété tandis que le gouvernement lance des appels pour des dons de sang. Selon les chiffres officiels les combats auraient fait 4 morts à Abadan et 2 morts à Khorramshar, pour la seule journée de jeudi. D'autre part, les ouvriers du pétrole sont en grève depuis quelques jours, diminuant d'une manière importante les exportations.

Une interview de Robert Lafont

Robert Lafont, professeur à l'Université Paul-Valéry de Montpellier, est aussi poète, romancier, auteur dramatique, critique. Parmi ses ouvrages consacrés à l'Occitanie, on peut citer : *La révolution régionaliste* (Gallimard 1967), *Sur la France* (Gallimard 1968), *Renaissance du Sud* (Gallimard 1971), *Clefs pour l'Occitanie* (Seghers 1971), *Lettre ouverte aux Français d'un Occitan* (Albin Michel 1973), *Autonomie, de la région à l'autogestion* (Gallimard 1976), *Nouvelle histoire de la littérature occitane* (P.U.F. 1970)...

En collaboration avec Alain Alcouffe, Pierre Lagarde, *Pour l'Occitanie* est un livre publié tout récemment, dans la troisième partie duquel Robert Lafont traite de : *L'Occitanie demain*. C'est là-dessus que nous l'avons interrogé. Nous ne partageons pas tous les points de vue de Robert Lafont. Cette interview est une contribution au débat sur la question occitane.

Propos recueillis
Par Michèle ROUX



PER OCCITANIA

▷ Comment définissez-vous «l'espace occitan» ?

R. Lafont : C'est l'espace de la langue d'Oc mais cette définition qui est purement linguistique donc objective, qui n'est pas sujette à interprétation, définit un certain lieu d'Europe où des événements politiques se sont passés, des événements socio-économiques, où une société existe. Le cadre d'une langue sert de définition à un ensemble de problèmes socio-historiques et socio-économiques. L'idée essentielle étant que les langues sont à certains endroits, du fait de déterminations dans les relations humaines et que ces déterminations ne s'abolissent pas vite et que l'espace reste, même si la langue s'étirole par moments. L'espace reste comme détermination.

Le problème du «francitan»

▷ Du point de vue linguistique, l'occitan a disparu dans les villes, et il est remplacé par ce que vous appelez un «langage hybride» : le francitan. Est-ce une 3^e langue ?

— Ce que je viens de dire nous introduit à ce problème. Le francitan c'est le français régional tel qu'il est parlé dans l'ensemble du pays d'Oc, c'est le français méridional si l'on veut, c'est le français à substrat occitan. Il constitue un système, un système cohérent et sans être une troisième langue il est de toute façon un système linguistique qu'il faut considérer comme tel et qui socialement fonctionne. Alors, le problème posé par le francitan, c'est que dans la mesure où l'occitan lui-même recule dans l'usage, le francitan prend sa place et le francitan continue à définir à la fois l'espace occitan et peut définir une conscience. C'est-à-dire que pratiquement, on le voit dans les grandes villes occitanes, il est assez souvent facile de passer par le francitan pour atteindre la langue d'Oc, pour procéder à une conscientisation. D'autre part le francitan, comme toutes les formes populaires de français,

a droit au respect ; il y a une position générale qui est à adopter, c'est le refus d'une langue académique, qui est une langue de classe, qui est une langue fonctionnant sur une fausse idée d'élite ; donc le francitan comme tous les français populaires est à promouvoir comme une forme linguistique vivante.

▷ Les intellectuels ont joué, et ont encore à jouer un grand rôle dans la Renaissance occitane, dites-vous. Dans ce cadre-là vous mettez en garde contre une tentation à laquelle le Félibrige a succombé, au XIX^e siècle, celle de construire «le mythe d'un peuple selon sa convenance». Avant de parler de cela, dites-nous ce qu'est le Félibrige.

— Le Félibrige représente premièrement l'organisation que la Renaissance occitane s'est donnée au XIX^e siècle, à une date où cette Renaissance était déjà à peu près impossible en terme de XIX^e siècle. Le Félibrige a représenté à travers bien des déchirements, des aventures, une Renaissance qui ne pouvait réussir. C'était un mouvement d'intellectuels bourgeois qui essayait de mordre du côté de la paysannerie et très peu du côté du milieu ouvrier, qui s'est fondé finalement contre la tendance ouvriériste de la Renaissance occitane, contre la tendance urbaine, et ce Félibrige a périclité, il est devenu un organisme compromis à droite sans arrêt ; actuellement ce qui en reste joue un rôle très clair de liaison avec le pouvoir pour interdire s'il le pouvait à la Renaissance occitane de se développer en Provence. En ce moment, il s'est replié sur la Provence et il mène une campagne d'accord avec le pouvoir pour dénoncer l'occitanisme. Par exemple, je reçois à l'instant une circulaire d'un rectorat provençal enjoignant aux professeurs de n'enseigner l'occitan que dans la forme du provençal mistralien.

Daudet et Mistral

▷ Au XIX^e siècle Mistral avait choisi d'écrire en provençal, alors que Daudet, son ami était monté à Paris où il fit carrière en... français. Quel jugement portez-vous sur Mistral et Daudet ?

— J'ai beaucoup travaillé sur ce problème. Daudet a choisi une Provence présentée à Paris, c'est-à-dire une Provence en distorsion, une Provence torquée pour la représentation. C'est le successeur de D'Aubigné et c'est l'ancêtre de Pagnol. C'est une Provence fautive, spectaculaire et elle est très critique en même temps, voir la somme des Tartarins. C'est la question de l'ethnotype : Paris n'accepte l'affirmation d'occitanité ou de méridionalité que sous l'aspect de l'antihéros, de la faconne, de la vantardise, de la pleuterie, et cela dure depuis le gascon ridicule. Daudet a repris le moule du gascon ridicule et il en a fait Tartarin. Alors d'un côté une Provence tu-tu-pan-pan qui est inodore, incolore et sans saveur et qui est la Provence des *Lettres de mon moulin*, et de l'autre côté, l'ethnotype méridional, ancêtre des personnages de Pagnol, et ancêtre de l'histoire marseillaise. Moi je suis très sévère pour Daudet.

Quant à Mistral, il a choisi l'autre aventure, l'aventure courageuse, telle qu'a été son évolution politique dans la 2^e moitié de sa vie, Mistral de toute façon a choisi la Renaissance occitane, Daudet a choisi l'utilisation pour la scène littéraire parisienne de ce que Mistral faisait. Les deux hommes étaient amis, et Mistral a été bien brave de sauver l'opération Daudet, de la prendre un peu sous son aile tardivement dans ses Mémoires...

L'autonomie socialiste

▷ Vous abordez un problème important dans votre

livre, celui de l'autonomie de l'Occitanie. L'autonomie doit être «socialiste».

— L'autonomie en ce moment, c'est quelque chose qui commence à mordre sur l'opinion de façon assez étonnante et l'autonomie socialiste, c'est un projet, qui doit devenir crédible. Pour cela, il faut que le plus grand nombre de personnes possibles y réfléchissent. Quant aux étapes, il faut d'abord agir sur le terrain institutionnel, c'est-à-dire obtenir une régionalisation avancée de la France, mais cela ne suffit pas. Il faut ensuite commencer à avancer à l'échelle régionale vers la socialisation des grands moyens de production et des ressources présentement aliénées. C'est une décolonisation. Troisièmement, il faut de grandes régions articulées en espace occitan.

▷ Si la gauche avait gagné les élections, est-ce que vous pensez que l'autonomie aurait pu se mettre en place ?

— On aurait certainement gagné une étape, une étape de probabilité, à travers un certain nombre de médiations, mais ça n'était pas donné. Il semble que l'on aurait eu assez rapidement la suppression des préfets. Ça, c'était au niveau institutionnel.

Il faut ensuite une possession du plan au niveau de l'ensemble occitan. Le plan au niveau français doit être une négociation entre les plans régionaux. Le plan régional ne peut être élaboré qu'avec des institutions : un exécutif régional émanant d'une assemblée régionale élue au suffrage universel direct à la proportionnelle, mais il faut aussi une présence des travailleurs de la région dans une assemblée régionale qui ne soit pas que consultative, mais qui ait des pouvoirs. Il faut mettre en place, c'est ce que je propose, un pouvoir des travailleurs et des producteurs.

▷ Où en est le manifeste : «Mon pays escorjat» ?

— Il a fait son chemin : 6 000 signatures ou un peu plus qui sont évidemment surtout en Languedoc, mais qui mordent sur la Provence, Toulouse, le Limousin, un petit peu l'Aquitaine, et la Drôme qui a apporté une aide puissante au manifeste. Il a servi à relancer l'idée des Etats Généraux au moins en Languedoc en attendant les Etats Généraux d'Occitanie. Après maintes tergiversations et remous (adhésion de Maffre-Baugé à la liste du PCF par exemple), communistes et socialistes soutiennent le manifeste. Le manifeste est rassembleur. Ce rassemblement est une sorte d'union populaire occitane possible à condition de ne pas s'inverser vers les classes moyennes, le poujadisme, et des perspectives nationalistes, droitières.

La tentation poujadiste

▷ Le poujadisme, c'est pour vous un danger qui guette la marche vers l'autonomie...

— La carte du poujadisme, c'est la carte de l'Occitanie. Le poujadisme est toujours sociologiquement possible. C'est la réaction d'une société en voie de désindustrialisation où la paysannerie a des réactions de désespoir et où les classes moyennes qui ont proliféré sont laminées par l'évolution du capitalisme. Il y a une réaction globale qui a été prise en charge par Poujade et installée à droite, parce qu'il n'y avait pas à ce moment là le répondant ouvrier et paysan. Ce qu'on espère, actuellement c'est que le répondant ouvrier et paysan à la revendication occitane va permettre d'attirer ces classes moyennes occitanes à un combat qui est véritablement un combat de sauvetage régional mais en terme socialiste. Je crois qu'il faut mettre l'accent sur ce combat ouvrier-paysan pour éviter ces notions troubles de peuple, ce populisme qui est une sorte d'au-berge espagnole : c'est celui qui fait le menu qui est le maître.

POUR L'OCCITANIE
Alain ALCOUFFE
Pierre LAGARDE
Robert LAFONT
Editions Privat-Toulouse
210 pages - 48 F

Il y a 15 ans, le 2 juin 1962 en URSS

Page réalisée
par Joëlle FECLAZ

Les grèves ouvrières en URSS : le filtre de l'écrasante censure officielle, l'organisation naissante de l'opposition ouvrière font qu'aujourd'hui encore, bien peu d'informations passent les frontières, sinon de l'URSS, mais de l'usine ou de la ville où elles se déclenchent.

Quand le 2 juin 1962, la ville toute entière de Novotcherkassk descend dans la rue, les ouvriers tombent sous le feu des automitrailleuses. Une semaine après, la radio locale annonçait que les ouvriers de l'usine de locomotives électriques (d'où était parti le mouvement) s'étaient engagés à accomplir le plan de production plus vite que prévu ! Malgré ce lourd silence, 15 ans après, à 2 000 km de là, Valentin Ivanov, ouvrier soviétique aujourd'hui émigré, s'entendait dire par ses camarades de travail : « Manifeste ne mène nulle part ; si toute la ville s'y met, ils enverront simplement les auto-

mitrailleuses pour nous descendre comme à Novotcherkassk en 1962 ».

Et pourtant les grèves éclatent, explosion de la colère populaire contre les bas salaires, explosion violente d'une résistance latente et passive qui se manifeste au quotidien par l'absentéisme, le coulage des cadences.

En juin 1962, quand les ouvriers de Novotcherkassk entraînent la ville toute entière à leurs côtés, des grèves, des manifestations de masse dans les entreprises et dans les rues éclataient dans toutes les régions de l'URSS, et, particulièrement, dans cette région du Donbass, cœur ouvrier de l'Ukraine : le gouvernement soviétique venait d'augmenter le prix de la viande et des produits laitiers. A cette époque, était en préparation le « nouveau système économique », l'économiste soviétique, Liberman, présentait ses « recommandations » : il s'agissait pour la nouvelle

bourgeoisie qui avait pris le pouvoir en URSS de réorganiser l'économie, soviétique dans le sens d'un accroissement de ses pouvoirs sur la classe ouvrière. C'est le bénéfique, le profit qui était proclamé le moteur de toutes les activités économiques, les directeurs étaient dotés des pleins pouvoirs pour faire fonctionner leur entreprise, les ouvriers, privés de leurs droits de contrôle, de tous leurs droits.

C'est au nom de ce profit que le directeur de l'usine de locomotives électriques de Novotcherkassk décida de baisser les salaires de 30 %. Quand les ouvriers, rassemblés dans un meeting spontané, lui demandèrent comment ils allaient faire pour vivre, il leur répondit : « Vous bouffiez des pâtés à la viande, eh bien maintenant, vous y mettez de la marmelade ! » Quand les ouvriers descendirent les mains nues dans la rue, le pouvoir leur envoya ses chars.

LE SAMEDI SANGLANANT DES OUVRIERS DE NOVOTCHERKASSK

(Ce texte daté de 1977 est signé par un groupe de 21 Soviétiques parmi lesquels des militants du mouvement démocratique, l'académicien Sakharov, le Général Grigorenko).

Le 3 mai 1977, la Pravda a publié une correspondance intitulée « Usine sur la place de la Liberté ». On y lisait : « ... Quelque 200 policiers firent irruption sur la place de Haymarket Square. Ils firent feu sur les grévistes. Atteints par les salves, LES GENS TOMBAIENT ET MOURAIENT SUR LES PAVES. Cela s'est passé il y a 91 ans à Chicago, dans les Etats-Unis d'Amérique. Cela a

eu lieu un 1^{er} mai... Sur la place Libertad sont apparus des soldats et des policiers. Ils ont tiré sur les manifestants. Des ouvriers, des paysans, des étudiants. Les gens abattus par les salves TOMBAIENT ET MOURAIENT SUR LES PAVES. Cela s'est passé avant-hier à San Salvador, dans un des fiefs des Etats-Unis d'Amérique, l'Etat de San Salvador. Cela s'est passé le 1^{er} mai ».

Drapeaux rouges
et portraits de Lénine

Laissons de côté le texte de la Pravda et tournons-nous vers une ville beaucoup plus proche de celle-ci.

Dans les rues de Novotcherkassk, la foule se livre à une manifestation pacifique. Au-dessus des colonnes, des drapeaux rouges, des portraits de Lénine, des calicots portant des slogans pacifiques. Extérieurement, cela ressemble à une manifestation du 1^{er} mai. Mais ce n'est pas cela. C'est une protestation populaire.

La veille, le gouvernement soviétique a doublé le prix de la viande et des produits laitiers. Simultanément, les salaires ont été réduits de 30 % dans la plus grande usine de la ville (construction de locomotives électriques). Les travailleurs n'en peuvent plus. Ils déclarent la grève et descendent dans la rue avec leurs familles.

Des rafales de balles
explosives

Sur la place, dans le centre de la ville, les manifestants se heurtent à une barrière d'infanterie et de chars. Il se produit une longue attente. Ensuite, le feu est ouvert avec les armes automatiques. On tire sur les manifestants, sur les enfants, les femmes et les hommes. Atteints par des balles EXPLOSIVES, LES GENS TOMBENT ET MEURENT SUR LES PAVES, au pied du monument de Lénine, et tout autour sur l'énorme place, et dans les rues adjacentes. Cela s'est passé il y a 15 ans, le 2 juin 1962, dans un pays s'appelant « socialiste ».

Et c'est un groupe de membres du Comité central du Parti communiste d'Union Soviétique, avec à sa tête deux membres du Politburo, Frol Kozlov et Anastase Mikoyan, qui a dirigé la répression de cette manifestation ouvrière. Le commandement direct de la fusillade a été confié au commandant du District militaire du Nord-Caucase, le général Pliev, et au premier secrétaire



« Les gens tombent et meurent sur les pavés, au pied du monument de Lénine... »

du Comité régional de Rostov du PCUS, Bassov. Ils se sont acquittés « brillamment » de cette mission.

Lorsque, sur la place, il se produisit l'attente — elle fut provoquée par le fait que les soldats de la garnison locale refusaient de tirer sur des gens désarmés — le général Pliev les fit relever par des soldats de nationalités non russes en provenance d'autres unités du District. Et ceux-ci exécutèrent leur mission. Ayant achevé leur sombre besogne, ils furent relevés à leur tour. A quoi bon contempler les victimes désarmées qu'on a soi-même tuées et estropiées !

La chape du silence

On s'abstint expressément de distribuer aux soldats de la relève des cartouches avec balles explosives, ce qui permit d'affirmer plus tard que les meurtres dans les rues de la ville avaient été commis par des agents ennemis, puisque les balles explosives ne sont pas en dotation dans l'armée soviétique.

Ni la Pravda ni aucun autre journal soviétique n'a soufflé mot des événements de Novotcherkassk. Les autorités ont pris des mesures pour ne laisser échapper aucune information hors de la ville, et pour faire taire les gens à l'intérieur.

Novotcherkassk fut entourée par la troupe. Personne ne fut autorisé à pénétrer dans la ville, ni à en sortir. Des perquisitions et arrestations eurent lieu partout. Les habitants durent signer des engagements les contraignant au secret. On enleva des morts et les blessés. On ne sait rien de ce qui leur advint encore à ce jour : ni des uns, ni des autres. Les familles comptant des morts ou des blessés furent déportées dans les régions éloignées. Une série de procès se déroulèrent. Deux de ceux-ci furent « ouverts » (sur présentation de laissez-passer). A l'un des procès, 9 hommes (tous furent condamnés à mort) et deux femmes (condamnées à 15 ans chacune) passèrent en jugement.

Même aujourd'hui, il n'y a pas de données précises sur le nombre des victimes. Sur la seule place de la ville, on releva de 70 à 80 cadavres. Combien de blessés moururent ou furent achevés, combien de personnes furent condamnées à mort par les tribunaux, cela est toujours un secret.

Ces victimes ne doivent être ni oubliées ni pardonnées !

Nous demandons que le 2 juin soit déclaré jour du souvenir des victimes de l'arbitraire, jour de lutte contre la terreur sanglante du pouvoir !

Depuis 1962 : quelques autres grèves en URSS

MAI 1976 : GREVE « DU POISSON » A RIGA

« Quatre dockers de Riga ont été condamnés par la Cour suprême de la République socialiste soviétique de Lettonie, pour « calomnies mensongères contre l'Etat et le système social soviétiques ». Ils avaient été arrêtés en mai sur les docks de Riga après la grève du « jour du poisson ». (Au printemps dernier, on a inauguré les « jours du poisson » à cause de la pénurie de viande qui a frappé notre pays. Pendant une partie de la semaine, il n'y avait plus de viande au menu des cantines et des restaurants, ce qui évidemment provoqua un mécontentement). Serguei Ivanovitch Frolov, né en 1946, Janis Kristapovitch Varna, né en 1949, Mikhail Stepanovitch Larchenko, né en 1939 et Andras Petrovitch Goldberg, né en 1936, furent condamnés à 3 ans. Ils sont actuellement détenus dans des camps ordinaires de Lettonie avec des criminels de droit commun. (Extrait d'un document du Groupe Helsinki de Moscou du 30 octobre 1976).

ETE 1976 : GREVE A TOULA (500 KM DE MOSCOU)

Les ouvriers d'une petite usine se mettent en grève contre la pénurie des produits alimentaires. Une commission du parti arrive aussitôt sur les lieux, exige de voir les organisateurs de la grève. Les « héros du travail » sortent des rangs et disent : « C'est nous ». On dégarrit les magasins d'une autre ville pour approvisionner celle-ci.

1977 : GREVE A L'USINE KIROV

« Il y a quelques mois, près de 400 personnes ont fait une grève à l'italienne de trois jours à l'usine Kirov (l'ancienne usine Poutilov, citadelle de la révolution) : coulage des cadences, réalisation de 3 à 4 % du plan. Cela pour protester contre la conduite révoltante de l'administration envers les prisonniers travaillant à l'usine (Extrait du N° 42 de la Chronique des Evénements courants de 1977).

POUR LA LIBERATION DES INCULPES DU 23 MARS

Judi à 18 heures, à l'appel de l'URP-CFDT, du Collectif national pour la libération des inculpés du 23 mars et du 1^{er} mai, du PCR ml, du PCML et des organisations d'extrême-gauche, une manifestation s'est déroulée de la Bastille à la République pour exiger la libération de tous les inculpés, otages du 23 mars.

Comme il devient habituel dans de pareils cas, tout avait été fait pour dissuader les travailleurs de s'associer à la manifestation. La place de la Bastille était noire de flics, présents à l'intérieur même du métro. Vers 18 h 30, quelques milliers de personnes s'ébranlaient en direction de la République. En tête, un banderole syndicale proclamait : «*Defendons toutes les libertés*» et réclamait la libération des inculpés et l'abrogation de la loi Barre-Bonnet. De nombreuses délégations CFDT suivaient, notamment celles de l'assistance Pu-

blique, de l'hôpital Laënnec, où travaillait un des condamnés, le SGEN, la Métallurgie. Suivaient les banderoles du collectif national pour la libération des inculpés, le comité de soutien à Philippe Duval, un groupe de militants oppositionnels de l'UEC, les marxistes-léninistes, puis la LCR et le PSU. La manifestation remontait le boulevard Beaumarchais aux cris de : «*Libérez nos camarades !*», «*Abrogation de la loi anticasseurs !*», «*Giscard veut l'interdire, Bonnet veut matraquer, liberté de manifester !*», ainsi que des slo-

gans contre la loi raciste Barre-Bonnet qui vient d'être adoptée.

Dès le début de la manifestation, il était clair que la police chercherait à tirer profit du moindre incident. Les CRS ouvraient la marche immédiatement devant la manifestation.

A mi-parcours, une centaine de manifestants, la plupart masqués, étaient parvenus à se regrouper devant les premiers rangs de la manifestation, au contact direct des CRS. Peu de temps avant la fin de la manifestation, ces groupes se mettaient à lancer des pétards. Peu de conséquences, évidemment, mais cela suffisait à créer un début de panique chez une partie des manifestants. La manifestation se termina finalement sans

incidents place de la République.

Cette première mobilisation a connu des limites évidentes à la participation des travailleurs. Une raison en est sans doute l'intimidation que constitue la présence d'importantes forces de police, et les récentes condamnations de manifestants non impliqués dans des violences. On ne peut de même que regretter que la CFDT est été la seule organisation syndicale à appeler à cette manifestation. Seule l'URP avait appelé, la confédération n'ayant pas juger utile de s'y joindre, non plus que la CGT et la FEN. La CGT a fait savoir qu'elle était favorable à une manifestation unitaire vers le 15 juin, donc après les procès en appel.

F.N.

Protestation du SGEN-CFDT contre les inculpés du 23 mars

Le SGEN-CFDT a envoyé une lettre ouverte adressée à Peyrefitte, où il déclare notamment : «*Une organisation syndicale de l'Education nationale ne peut se taire quand l'un de ses adhérents, relaxé en première instance, faute de preuve, est condamné en appel en raison de l'acharnement du ministère public (il s'agit de Didier Dheilly, condamné en appel à quatre mois de prison avec sursis, NDLR). Des enseignants ne peuvent se taire quand un lycéen, à l'encontre de tous les témoignages, se voit offrir comme pre-*

mière insertion dans la société un numéro matricule dans une prison. (...) Nous sommes inquiets devant ces arrestations effectuées arbitrairement. Nous sommes inquiets devant le fait que certaines d'entre elles ont donné lieu à inculpations sur la base de témoignages qui apparaissent à tout le moins fantaisistes, voire erronés. Nous sommes inquiets du fait que ces arrestations ont été, à notre connaissance, effectuées à l'occasion de provocations et de violences physiques exercées par les forces de l'ordre. Nous sommes in-

quiets devant la généralisation de la procédure de flagrants délits, qui méconnaît un droit élémentaire : celui de la présomption d'innocence. Et nous sommes encore plus inquiets devant le fait qu'une telle procédure, qui ne garantit pas les droits de la défense, est utilisée pour juger des faits en rapport avec l'exercice des droits syndicaux et aboutit à des peines allant jusqu'à trois ans de prison. Nous pensons que ces faits témoignent d'une dégradation de l'exercice des droits élémentaires et portent atteinte aux li-

bertés fondamentales auxquelles nous sommes attachés (...). Il nous apparaît que la «reconnaissance», par des policiers, de manifestants susceptibles d'être inculpés, s'apparente plus à une prise d'otages qu'à une décision de justice. De même, l'interpellation de prétendus «casseurs» ou «autonomes» ressemble étrangement à une loterie.»

Le SGEN-CFDT réclame la libération immédiate des intéressés, la révision rapide de leur condamnation et l'abrogation de la loi anticasseurs.

Nicaragua : offensive sandiniste de grande ampleur

Depuis mardi, le Front sandiniste a lancé une vaste offensive contre la dictature de Somoza, ouvrant plusieurs fronts au Nord-Est et au Sud du pays. Dans un communiqué pu-

blié mercredi, le FSLN confirme le retour de son principal dirigeant militaire, le commandant Ruiz qui a débarqué à la tête de 300 hommes dans la ville minière de Bonanza, située à

150 km au Nord-Est de Managua. Cette colonne aurait rejoint deux groupes de guérilleros établis dans les régions montagneuses et se dirigerait à 100 km de distance, en direction de la côte atlantique où ont lieu des combats pour la prise de Puerto Cabeza, une des principales bases militaires du pays. Plusieurs villages situés le long de la frontière avec le Honduras seraient déjà tombés sous le contrôle des sandinistes.

Des combats importants ont lieu également dans le Sud du pays, le long de la frontière avec le Costa Rica. A Rivas, ville située à 120 km de la capitale, les insurgés tiendraient plusieurs quartiers ainsi que des portions de la route panaméricaine, dont ils ont détruit plusieurs ponts. Des combats ont lieu à Leon et dans les principales villes du pays.

A Managua, des blindés ont pris position aux différents points d'accès de la capitale, confirmant que l'insurrection est prise au sérieux par la dictature de Somoza. Le gouvernement a rétabli la censure totale pour la presse et la radio, interdisant ainsi toute diffusion de nouvelles sur les opérations militaires. Somoza, sérieusement menacé par l'offensive populaire qui se développe à une large échelle, se débat en accusant le Costa-Rica d'avoir envahi son pays. Mais face à la récente demande de sanction contre lui, décidée par les pays andins, la rupture des relations diplomatiques avec le Mexique et le Costa Rica et les protestations de l'opinion internationale, la dictature de Somoza est de plus en plus seule pour affronter le jugement populaire.

Arsenaux : les gardes mobiles chargent les manifestants à Dinard

La journée de grève lancée dans les Arsenaux pour ce jeudi a été largement suivie et les rassemblements régionaux de Toulon, Bordeaux, Bourges, Dinard... ont été massifs. Pour la deuxième année consécutive, les gars des Arsenaux sont entrés en lutte pour le rétablissement des décrets de 1951 qui, après une très dure bataille, leur donnait la parité des salaires avec ceux de la métallurgie parisienne. Le ministre avait suspendu cet acquis en 1977, puis avait prolongé cette suspension sine die, jusqu'au rétablissement de l'économie. Une nouvelle fois donc, c'est la lutte, et les gars des Ar-

senaux ne sont pas décidés à rentrer sans rien. Jeudi, place de l'hôtel de ville à Dinard, dont le maire est précisément M. Bourges, les gardes mobiles ont violemment chargé les manifestants venus des Arsenaux de Brest, Lorient, Cherbourg, Rennes et Indret. Yvon Bourges prétend poursuivre par des voies judiciaires et disciplinaires des ouvriers de l' Arsenal de Cherbourg, après les «incidents» du 26 mai, lors du lancement d'un sous-marin nucléaire. Il n'a que répression à la main et dans la bouche. Pour les gars des Arsenaux, la bataille, commencée voici quinze jours, continue.

8 morts à la suite d'une infection à l'hôpital de La Pitié à Paris

8 décès ont été constatés dans le service de chirurgie cardiaque de l'hôpital de l'assistance publique la Pitié à Paris. Seize malades ou opérés de ce service ont présenté des troubles graves, entraînant, chez certains d'entre eux, la mort. Les interventions chirurgicales ont été suspendues pendant quelques jours, et ont repris depuis. Les recherches entamées pour saisir les origines de ces troubles ont conduit à mettre en doute des solutions d'albumine à 4 % (plasma humain), provenant d'un centre de transfusion sanguine parisien, et utilisées comme

appoint à la pression circulatoire, lors d'opérations chirurgicales importantes. Les recherches ont permis de déceler dans les flacons de transfusions des corps microbiens tués, mais leur toxicité n'a pu être démontrée. Pourtant, l'origine des décès ne semble pouvoir provenir que des flacons incriminés. Après la maternité Baudelocque, où plusieurs nouveaux-nés sont décédés dans des conditions aussi douteuses, le cas de La Pitié, bien qu'il ne s'agisse pas d'une épidémie, révèle des lacunes graves dans le domaine des hôpitaux et des soins, pourtant si cher à Simone Veil.

Bisheim : CES occupé contre les licenciements d'auxiliaires

A l'appel de la commission des non-titulaires de l'Education nationale et dans le cadre de la mobilisation contre les licenciements des auxiliaires, appuyée par les syndicats, occupation ce vendredi matin du CES Le Ried de Bisheim par 150 enseignants de la région. Une partie des enseignants du CES ont débrayé en signe de solidarité.

Cette action fait suite à «l'accueil» de Giscard à Haguenau au blocage d'une rue de Strasbourg le 30, et d'une audience négative le 31 au soir au Rectorat.

ANTIROUILLE CESSE DE PARAÎTRE

Le journal mensuel Antirouille, lancé en septembre 1975, vient d'annoncer qu'il cesse

de paraître, son dernier numéro sortant en juin. Les raisons financières sont à l'origine de cette décision, la diffusion étant trop faible pour couvrir les faits.

● Afrique de l'Ouest : vers un pacte de défense commune ?

La 4^e conférence des chefs d'Etats et de gouvernement de la communauté économique des Etats d'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) s'est achevée sur un accord de principe concernant l'élaboration d'un pacte de défense. Ce projet devrait être discuté au prochain sommet de l'OUA qui se tiendra en juillet prochain à Monrovia.

● Réunion du pacte Andin : Somoza au banc des accusés

Réunis en conférence au sommet les 5 pays du pacte andin (Colombie, Venezuela, Pérou, Equateur et Bolivie) outre le renforcement de la coopération politique et économique régionale, ont examiné la situation au Nicaragua, dénonçant les violations des droits de l'homme perpétrés par Somoza.